



Trente et unième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA MILLE DEUX CENT TRENTE-DEUXIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mercredi 3 juin 1964, à 15 heures.

Président :

M. CORNER

(Nouvelle-Zélande)

- Examen des rapports annuels des autorités administrantes sur l'administration des territoires sous tutelle : situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique [point 4 b) de l'ordre du jour] (suite)
- Examen des rapports annuels des autorités administrantes sur l'administration des territoires sous tutelle : situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru [point 4 c) de l'ordre du jour]

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié sous la cote T/ER.1232. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

POINT 4 b) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES AUTORITES ADMINISTRANTES SUR L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE : SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE (T/1624; T/1624; T/L.1073; T/PET.10/L.5, L.6, L.7 et Add.1) (suite)

Sur l'invitation du Président, M. Goding, Représentant spécial pour le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique sous administration des Etats-Unis, prend place à la table du Conseil.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai pris connaissance des déclarations du représentant des Etats-Unis et du représentant spécial et j'ai lu également le rapport qui a été soumis à notre examen. Dans ce rapport, l'Autorité administrante déclare que des mesures ont été prises en vue de créer un Congrès de Micronésie. A ce propos, je voudrais savoir quand sera promulguée la loi électorale concernant les élections au Congrès.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Comme je l'ai déclaré hier, en réponse à une question du représentant de la France, cette question est encore à l'étude dans les départements exécutifs. Aucune date n'a été établie; cependant, je suis certain que cette date sera fixée dans très peu de temps.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'ajouterai, pour compléter la réponse du représentant spécial, que l'ordre d'exécution est maintenant en cours d'examen dans plusieurs départements de la branche exécutive. Les suggestions faites dans le rapport de la Mission de visite sont étudiées en tant que partie du plan original et les critiques de la Mission de visite à l'égard de l'ordre exécutif original sont également à l'étude. Je ne sais pas quand la décision définitive sera prise eu égard à l'ordre exécutif, mais je suis certain que l'attention la plus sérieuse sera accordée aux recommandations de la Mission de visite en ce qui concerne le Congrès de Micronésie.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Qui approuvera le projet de loi? Sera-ce le Congrès des Etats-Unis ou un organe local?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'ordre exécutif ou l'ordre départemental créant la législation ne sera probablement pas confirmé par le Congrès; peut-être sera-t-il en un sens, soumis à la législature qui doit être créée. On nous a fait des recommandations qui sont, dans une large mesure, insérées dans le document. Il n'y aura pas de confirmation au-delà de la promulgation actuelle de l'ordre.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il faudra cependant que quelqu'un approuve ces recommandations. Qui les approuvera, sinon un organe local?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'ordre sera promulgué sous l'autorité du Président des Etats-Unis, soit par le Président en tant qu'ordre exécutif, soit par le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur agissant comme son délégué officiel et responsable en vertu d'une autorité déléguée.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si je comprends bien, le Congrès n'approuvera pas cet ordre. Cette approbation dépendra de la décision du Président des Etats-Unis. Je voudrais savoir quand ce projet de loi sera déposé pour approbation du Président des Etats-Unis? A ce moment-là, je suppose qu'il sera présenté à une commission quelconque. Y aura-t-il dans cette commission des représentants autochtones participant aux travaux du Comité qui présentera le projet de loi au Président?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le mot "loi" peut induire en erreur, jusqu'à un certain point. Il peut y avoir une confusion. C'est là un terme qui, dans notre régime, s'applique à un projet qui est déposé devant le Congrès des Etats-Unis. La création envisagée d'un conseil législatif ou d'un congrès de Micronésie sera le fait de l'autorité exécutive et il n'y aura pas d'autre commission. En fait, le Président ou le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur aura sous les yeux les recommandations de l'actuel Conseil de Micronésie qui a examiné les différents aspects de cette

M. Goding

propositions au cours de deux réunions l'année dernière. Il n'y aura pas d'autres commissions ou d'autres organismes chargés de confirmer cela.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Au moment des élections pour le Congrès de la Micronésie, prendra-t-on des mesures pour les élections au Congrès et l'établissement d'une constitution de la Micronésie? Y aura-t-il à ce sujet un document ou y aura-t-il deux documents séparés, l'un traitant des élections, précisant par exemple le nombre des électeurs, et l'autre qui sera la constitution de la Micronésie?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le document en question aura un effet constitutionnel. Il ne donnera pas le détail des dispositions prises pour les élections mais il donnera le nombre des représentants dans chacun des districts. Cependant, il existe actuellement en Micronésie une loi de district suivant laquelle devront se dérouler les élections à la nouvelle Assemblée ou à la nouvelle législature.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le Représentant spécial nous a dit que ce document serait, en fait, une constitution. Cette constitution sera-t-elle approuvée par le Congrès de la Micronésie ou devra-t-elle être approuvée définitivement par le Président des Etats-Unis?

M. CODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La Constitution, ou plutôt le décret établissant la législation, sera approuvé par le Président des Etats-Unis ou par le fonctionnaire auquel l'autorité sera déléguée à cet égard, c'est-à-dire le Ministre de l'intérieur.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai donc bien compris : La Constitution préparée pour la population autochtone du Territoire sous tutelle de la Micronésie ne sera pas soumise pour approbation au futur Congrès de la Micronésie?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Evidemment, les membres qui seront élus pour composer le futur Congrès seront élus en vertu de cette charte; et je suppose qu'ils pourront être considérés comme participant à l'acceptation de cette loi par le fait même qu'ils se présentent aux élections et prennent ainsi part au processus électoral qui aboutira à la création de l'organe législatif.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Qu'il me soit permis, pour compléter la réponse du représentant spécial, d'attirer l'attention du représentant de l'Union soviétique sur une réponse antérieure du représentant spécial à l'effet que les membres du Conseil de la Micronésie ont déjà été consultés et que leurs suggestions ont été transmises à la branche exécutive du pouvoir.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Dans un Etat quelconque, lorsqu'il s'agit d'approuver une constitution, la procédure normale est, en premier lieu, d'élaborer un projet de constitution et de soumettre ce projet à une assemblée spéciale qui aura pouvoir de l'amender, de le modifier, de le rejeter ou même de préparer un nouveau projet de constitution. Mais, dans les conditions actuelles, est-ce que les membres du futur Congrès de Micronésie seront en mesure d'apporter des amendements ou des modifications à ce document lorsqu'il aura été préparé?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Actuellement, les dispositions prises en vue d'organiser le nouveau Congrès de la Micronésie sont examinées. Le problème des modifications à apporter à ces dispositions sera, je le présume, traité dans ce document lorsqu'il sera publié.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais constater un fait : le projet de loi qui sera élaboré pour le territoire de la Micronésie ne sera pas préparé conformément aux vœux de la population, puisqu'il ne sera pas soumis à l'approbation du futur Congrès de la Micronésie. Comment le représentant des Etats-Unis peut-il déjà affirmer que des membres autochtones participent à l'élaboration de ce projet? L'organe législatif n'existe pas encore; ce seront peut-être des personnes tout à fait différentes qui seront élues plus tard et qui, peut-être, ne seront pas du tout disposées à accepter les recommandations faites par l'ancien Conseil de la Micronésie. Comment l'Autorité administrante ne prévoit-elle pas cette situation lorsqu'elle élabore un projet de constitution pour le futur Congrès du territoire?

Je passerai maintenant à une autre question.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je pense que le représentant de l'Union soviétique se livre à des suppositions et tire une conclusion prématurée lorsqu'il prétend que les vœux de la population micronésienne ne seront pas pris en considération. A mon avis, le document déterminera si ces vœux ont été ou non pris en considération; lorsque ce document sera publié, on s'apercevra qu'il contient toutes les recommandations que la population micronésienne a suggérées jusqu'à présent à cet égard.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je rejette cette explication, car elle n'explique rien du tout. Dans n'importe quel Etat une constitution nouvelle prévoit la convocation d'une assemblée constituante qui est chargée de décider si elle adopte ou non le projet qui lui est soumis; cette assemblée est en mesure d'apporter des amendements au projet de constitution, ou même de le rejeter totalement; il faut qu'il existe un organe spécial chargé d'élaborer une constitution.

Le représentant des Etats-Unis a déclaré que le Conseil consultatif a été consulté. Je ne le nie pas et, en effet, ce conseil s'est réuni; mais cela se passait avant la promulgation de la Constitution. En tout cas, le fait est que cette Constitution devra être approuvée par le Président des Etats-Unis ou par le Ministre de l'intérieur et que l'organe législatif futur du territoire n'aura pas le droit d'amender ce texte. Puis-je passer à ma question suivante?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je ne désire nullement empêcher le représentant de l'Union soviétique de passer à sa question suivante; mais, à mon avis, ses conclusions s'avèreront justes ou non selon le contenu du document qui sera publié.

Dans son rapport, la Mission de visite prend note du fait que la population de la Micronésie a été consultée en ce qui concerne ses désirs sur la forme que devrait prendre le Congrès; ceci suffit, à mon avis, pour montrer que la conclusion tirée par le représentant soviétique est erronée; en tout cas, je pense qu'il est prématuré de déduire dès maintenant des conclusions quelconques; nous devrions attendre le document afin de nous rendre compte si les raisonnements du représentant de l'Union soviétique sont ou non exacts.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne peux pas accepter ces affirmations. Le représentant de l'Union soviétique, dit-il, se livre à des devinettes. Mais je ne vois là aucune devinette. Je pose une question : quelle est la dernière instance qui approuvera la constitution de ce territoire? Il m'a été répondu que cette instance serait le Président des Etats-Unis ou son représentant, le Ministre de l'intérieur. J'ai demandé si le futur Congrès de la Micronésie aura le droit d'apporter des amendements à cette constitution; il ne m'a pas été répondu à cette question; l'Autorité administrative m'a dit : nous avons déjà consulté la population.

C'est ici que nous touchons le fond du problème. La procédure normale, lorsqu'un projet de loi ou de constitution est soumis à l'Assemblée législative, - il s'agit ici du Congrès de la Micronésie - cette assemblée a le droit d'examiner ce projet de constitution, de l'approuver ou de le rejeter.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Il se peut que la conclusion du représentant de l'Union soviétique soit correcte. Lorsque le document sera publié par la branche exécutive, il contiendra certainement une disposition relative à l'amendement à la Constitution existante et aux moyens par lesquels ces amendements pourront être effectués. Voilà pourquoi j'ai dit que

le représentant de l'Union soviétique se livre à des suppositions et qu'il tire simplement une conclusion lorsqu'il affirme que le document ne contiendra aucune disposition en vue de l'amendement de la Constitution. Je lui suggère d'attendre la publication de ce document de manière à pouvoir se rendre compte si le document contient ou non cette disposition.

Etant donné les questions posées par le représentant de l'Union soviétique et dont, j'en suis certain, mon gouvernement prendra note, il est probable que des dispositions seront insérées dans ce document en vue de l'amendement de la Constitution.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A la suite de la réponse que vient de me donner le représentant des Etats-Unis, je voudrais lui demander si le Conseil actuel aura le droit, une fois élaboré le projet de constitution, d'apporter des amendements à ce texte.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je répète ce que j'ai dit précédemment : Nous devons étudier le document lorsqu'il sera publié, pour répondre à la question du représentant de l'Union soviétique.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma question n'a toujours pas reçu de réponse. Il ne s'agit pas de savoir si ce document est bon ou non, mais si, une fois qu'il aura été élaboré, l'actuel corps législatif aura le droit d'y apporter certains changements ou d'en supprimer certaines dispositions. Pourquoi le représentant des Etats-Unis ne peut-il pas répondre à cette question? Elle ne me semble pas très difficile. Si je parlais du fond d'une disposition quelconque du projet, il pourrait peut-être en effet me dire qu'il n'est pas en mesure de me répondre. Mais je demande si le Conseil législatif a le droit ou non d'apporter des amendements à ce texte. Je crois que le représentant des Etats-Unis devrait être en mesure de répondre par oui ou par non.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je crois me rappeler qu'une question de ce genre avait été posée à un représentant de l'Union soviétique dans un autre Conseil et qu'il avait refusé de répondre dans ces conditions. Je dirai simplement au représentant de l'Union soviétique que je vais lui répondre comme il me semble que je dois le faire et non pas de la façon dont il estime que je devrais répondre.

L'organe exécutif étudie actuellement la question de savoir quelles dispositions devraient être incluses dans le plan d'organisation du Congrès de Micronésie. Il est saisi d'une proposition primitive fondée sur les consultations qu'il a eues avec les Micronésiens. Certains changements ont été suggérés par d'autres Micronésiens ou par la Mission de visite du Conseil de tutelle. A la lumière de ces suggestions, de ces changements possibles, j'ai dit au représentant de l'Union soviétique que nous ne savions pas encore à l'heure actuelle quelle forme prendrait le Congrès ou quelle serait son organisation. Nous devons attendre que le projet soit publié pour savoir si le Congrès pourra le modifier.

M. Yates (Etats-Unis)

Je crois que le représentant de l'Union soviétique a reçu une réponse, et une réponse précise, à toutes les questions qu'il a posées. Je regrette infiniment que le plan ne soit pas prêt à lui être soumis à l'heure actuelle. Il est à l'étude. Je puis toutefois l'assurer que mon gouvernement attache une grande importance à cette question. Contrairement à ce que le représentant de l'Union soviétique vient de dire, c'est une question importante, et c'est pourquoi mon gouvernement lui accorde toute son attention.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Bien que la réponse que je viens de recevoir ne me donne pas satisfaction, je poserai la question suivante : Quelles sont les catégories des habitants du territoire qui auront le droit de prendre part aux élections et d'être élus au Congrès de Micronésie? En particulier, les citoyens des Etats-Unis d'Amérique, par exemple, auront-ils le droit de voter ou d'être élus au Congrès de Micronésie?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : A l'heure actuelle, les lois électorales dans le Territoire sous tutelle - je suis certain d'ailleurs qu'elles ne seront pas modifiées - ne prévoient pas le vote des ressortissants des Etats-Unis, ni leur élection à des postes de la fonction publique dans le Territoire sous tutelle.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Les élections auront-elles lieu au scrutin secret, ou bien les membres du futur congrès de Micronésie seront-ils élus au moyen d'un électorat intermédiaire?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'ai déjà dit à plusieurs reprises au représentant de l'Union soviétique que le plan prévoyant l'organisation du congrès et l'élection de ses membres était en train d'être étudié par mon gouvernement. Si nous répondions à cette question, nous lancerions dans des hypothèses, et je doute que le représentant de l'Union soviétique souhaite que nous essayions de deviner la réponse.

M. CHAIKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A la suite de cette dernière réponse, j'aimerais obtenir la précision suivante : Quand l'Autorité administrante a-t-elle l'intention de procéder aux élections à l'organe législatif du Territoire?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le plan général, sous réserve évidemment de remaniements avant sa publication finale, prévoit les élections pour novembre de cette année.

M. CHAIKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il me semble qu'il serait grand temps que l'Autorité administrante, sinon la population, sache quelle sera la loi électorale et comment se dérouleront les élections. Il ne reste plus beaucoup de temps. Malgré la réponse que j'ai reçue, je voudrais poser encore une question, à laquelle il sera peut-être plus facile au représentant des Etats-Unis de répondre. Y aura-t-il des conditions pour être électeur, conditions basées sur la propriété, le degré d'instruction, etc.?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les lois électorales, pour l'instant, ne prévoient pas de conditions de ce genre. Pour voter, il faut être âgé de 18 ans au moins. Le suffrage est universel. Il n'y a pas d'impôt prélevé sur les électeurs, ni de conditions spéciales pour voter.

M. CHAIKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant de l'Autorité administrante nous a dit que le corps législatif du Territoire et le Congrès de Micronésie entreraient en fonction en 1965. Est-ce que ce Congrès ou cette Assemblée pourront adopter des lois qui ne soient pas soumises à l'approbation de l'Autorité administrante?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Là encore, nous ne pouvons pas donner une réponse définitive, car nous ne possédons pas le document détaillé. Dans la mesure où nous pouvons nous fonder sur la pratique habituellement suivie, il est presque certain qu'il y aura une disposition prévoyant le droit de veto. L'on est encore en train d'étudier la question de savoir si la législature pourra passer outre le veto.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je crois que je dois compléter cette réponse en soulignant que la Constitution des Etats-Unis accorde au pouvoir exécutif un droit de veto sur les décisions législatives du Congrès des Etats-Unis, de sorte que ce n'est point là une procédure inhabituelle.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Sans doute n'est-ce point inhabituel pour les Etats-Unis. Chaque peuple, j'en conviens, a le droit d'adopter la constitution qui lui semble bonne, mais il s'agit ici d'un territoire sous tutelle qui ne fait pas partie des Etats-Unis. Les Etats-Unis ont contracté des obligations concernant le développement politique, constitutionnel, économique et social de ce territoire et la réponse que nous venons de recevoir provoque l'étonnement. Dans l'élaboration de la constitution du territoire sous tutelle, nous a-t-on dit, sera retenue cette procédure par laquelle le pouvoir exécutif aura droit de veto sur n'importe quel projet de loi donné. Est-ce qu'une telle procédure a été établie pour surmonter cette difficulté dans ce cas particulier? Il s'agit là, je le répète, d'une question intéressant un territoire qui ne fait pas partie des Etats-Unis et c'est pourquoi ma question est tout à fait pertinente.

J'ai déjà demandé, mais n'ai pas reçu de réponse, si l'Assemblée législative avait le droit d'adopter quelque loi que ce soit. Je voudrais en outre demander au représentant des Etats-Unis ou au représentant spécial si le futur Congrès de Micronésie aura le droit d'examiner des questions concernant la défense ou les affaires étrangères du territoire sous tutelle et de prendre des décisions à leur sujet.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais)) :

En ce qui concerne la première partie de la question du représentant de l'Union soviétique, permettez-moi de faire remarquer que même si le droit de veto existe en faveur du pouvoir exécutif sur les décisions de l'organisme législatif, ce veto peut être contrecarrer par un vote du pouvoir législatif pris à la majorité des deux tiers et ainsi la volonté du pouvoir législatif peut l'emporter. Il est possible qu'une procédure de cette nature soit retenue dans le fonctionnement du futur Congrès de la Micronésie. Je ne saurais répondre de manière définitive sur ce point pour le moment.

M. Yates (Etats-Unis)

Quant à l'autre partie de la question, celle de savoir si le Congrès aura compétence en matière de défense et de politique étrangère, le représentant de l'Union soviétique me demande à nouveau, ainsi qu'au représentant spécial, de spéculer sur le contenu du document et je ne pense pas que nous devrions le faire car, à mon sens, la réponse ne servirait aucun but utile.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Permettez-moi de poser quelques questions d'une autre sorte relative à l'administration du territoire. Qui, après l'élection du Congrès de Micronésie, disposera du pouvoir exécutif? Sera-ce l'autorité administrante, c'est-à-dire les Etats-Unis, ou le pouvoir exécutif appartiendra-t-il au gouvernement local?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je crois devoir répondre à cette question en disant que ce point est également en cours d'examen. Il s'agit là, je pense, d'un des problèmes étudiés par la Mission de visite et mon gouvernement se livre à l'examen des propositions de la Mission, de sorte que, là encore, ce serait pure spéculation que de donner une réponse précise à la question du représentant de l'Union soviétique.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Je comprends la difficulté à laquelle se heurte le représentant des Etats-Unis en ce sens que c'est là un problème spécifique auquel il ne peut donner une réponse précise, mais peut-être répondra-t-il à ma question suivante qui est d'ordre général. Un gouvernement local sera-t-il créé et ce gouvernement local se verra-t-il confier une autorité de caractère exécutif sur le territoire?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Le représentant de l'Union soviétique pourrait-il définir ce qu'il entend par gouvernement local?

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Je veux dire par là un gouvernement qui serait créé par les représentants de la population autochtone du territoire, un gouvernement qui serait établi par le Congrès de Micronésie. Ou bien l'autorité exécutive demeurera-t-elle aux mains du représentant des Etats-Unis? Je ne sais pas sous quel nom est désignée cette personnalité; je crois qu'il s'agit d'un "Haut Commissaire".

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je ne sais toujours pas très bien ce que le représentant de l'Union soviétique entend par gouvernement local. Peut-être, si j'ai bien compris sa question, le Congrès de Micronésie représentera-t-il ce gouvernement local auquel il pense. Quelle sera son autorité par rapport aux pouvoirs de l'exécutif? La question est maintenant en cours d'examen, comme je l'ai dit précédemment, et c'est pourquoi je ne puis donner sur ce point une réponse plus précise. Je crois également devoir souligner à l'intention du représentant de l'Union soviétique qu'il est possible que des modifications interviennent de temps en temps dans la constitution; de sorte que si la proposition, telle qu'elle est formulée dès le début, ne fonctionne pas de manière satisfaisante, on pourra par la suite lui apporter des modifications.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Je m'attendais à tout, sauf à la réponse que je viens de recevoir du représentant des Etats-Unis, d'après laquelle le Congrès de Micronésie sera le gouvernement local. Mais dans tout Etat, y compris les Etats-Unis, il y a un organisme législatif - le Congrès par exemple - et en outre il y a un gouvernement. Les modalités diffèrent dans chaque pays. Certains pays ont un Congrès, d'autres ont une constitution aux termes de laquelle la population élit son président, mais il y a une différence entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Qu'ai-je à l'esprit lorsque le parle de gouvernement? Prenons l'exemple de l'Algérie. L'Algérie était jadis sous domination coloniale, mais elle a maintenant établi son propre gouvernement composé d'Algériens. Et voilà ce que je demande. Le gouvernement sera-t-il créé de cette façon dans le territoire sous tutelle des Iles du Pacifique ou l'autorité du Congrès de la Micronésie continuera-t-elle de demeurer aux mains de l'administration des Etats-Unis comme dans le passé?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Puis-je dire que, s'il y a eu confusion ici, elle doit être attribuée à l'emploi des mots "gouvernement local" par le représentant de l'Union soviétique. Le gouvernement local, pour ce qui est des Etats-Unis, peut être un gouvernement municipal ou un gouvernement d'Etat ou un gouvernement analogue. Lorsque le représentant de l'Union soviétique demande si le gouvernement envisagé pourra être comparable au Gouvernement algérien, je ne peux lui répondre parce que la formation du gouvernement définitif est actuellement à l'étude par mon gouvernement comme je l'ai déjà dit. Comment se répartira l'autorité, je ne puis l'indiquer pour le moment.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En liaison avec toutes les réponses qui ont été données à mes questions, je poserai la question suivante : quand fixera-t-on la date du transfert des pleins pouvoirs et de l'autorité à l'Assemblée législative du territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et au gouvernement qui sera créé par ce Congrès?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Comme je l'ai dit dans ma déclaration d'ouverture, j'indiquerai que mon gouvernement a assuré le Conseil, l'année dernière, qu'il y aurait un Congrès de Micronésie en 1965 et mon gouvernement s'en tient toujours à cet engagement.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai pas reçu de réponse à ma question. Je sais que l'on a l'intention de créer un tel congrès, mais ma question était autre. Quand l'autorité législative et exécutive sera-t-elle transmise au Congrès micronésien et au gouvernement choisi par ce Congrès?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Nous ne pouvons indiquer une date précise. Nous n'avons pas pris d'engagement quant à l'époque du plébiscite ou au moment du transfert de la pleine souveraineté dans cette région. C'est là une question dont le Conseil a été saisi à maintes reprises. Je suis certain qu'il s'agit d'un avenir relativement prochain, mais nous ne pouvons donner une date précise pour le moment.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant des Etats-Unis ou le Représentant spécial pourrait-il répondre à la question suivante : comment expliquer qu'il ne soit pas question, dans le préambule du document, de l'obligation de l'Autorité administrante de conduire le territoire non seulement vers l'autonomie, mais aussi vers l'indépendance?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Il semble que quelque chose ait manqué dans l'interprétation. Le représentant de l'Union soviétique voudrait-il avoir l'obligeance de répéter sa question?

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Comment peut-on expliquer le fait que, dans le préambule de la charte de l'Assemblée législative de la région des îles Mariannes, au mépris de la Charte des Nations Unies, on ne fasse pas mention de l'obligation des Etats-Unis d'Amérique de favoriser le développement du territoire non seulement vers l'autonomie, mais vers l'indépendance?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je suis désolé, mais je n'ai pas encore compris le sens de la question du représentant de l'Union soviétique. J'hésite à lui demander de bien vouloir la répéter, mais je crois cependant devoir le faire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique se référerait-il au document de l'annexe IV du rapport de la Mission de visite ou à un autre document? Voudrait-il avoir l'obligeance de répéter sa question?

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il s'agit du rapport sur l'administration du territoire sous tutelle des îles du Pacifique pour 1963, dont je cite la page 156. Il s'agit de la charte du Parlement des îles Mariannes. Le titre est : "Mariana Islands District Legislature". Voici le texte :

M. Chakhov (URSS)(parle en anglais)

"Considérant que le Congrès des Etats-Unis d'Amérique a approuvé, par ratification en date du 18 juillet 1947, l'Accord de tutelle intervenu entre les Etats-Unis et le Conseil de sécurité des Nations Unies tendant à favoriser le développement du territoire sous tutelle des Iles du Pacifique vers l'autonomie..."

(poursuit en russe)

Ma question est la suivante : comment expliquez-vous le fait que, dans ce troisième paragraphe du préambule de la charte des îles Mariannes, au mépris de la Charte des Nations Unies, il ne soit pas fait mention de l'obligation des Etats-Unis de conduire le territoire vers l'indépendance?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le document auquel se réfère le représentant de l'Union soviétique est la charte du Parlement de l'un des six districts. La terminologie adoptée a été établie par un comité de rédaction du district. Il n'a pas tout mentionné; mais, de toute façon, la terminologie de l'Accord de tutelle portant sur l'autonomie et l'indépendance ne s'applique pas à un district séparé du territoire sous tutelle. Or il s'agit ici de la charte d'un district. On a jugé utile de mentionner seulement la responsabilité des Etats-Unis de favoriser l'autonomie.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais tout d'abord rappeler que dans ce préambule on parle des territoires sous tutelle des Iles du Pacifique et pas seulement de l'un des districts comme vient de le dire le représentant spécial. En second lieu, si nous prenons la Charte des Nations Unies nous lisons à l'Article 76, paragraphe b) que les fins essentielles du régime de tutelle sont de :

"favoriser le progrès politique, économique et social des populations des territoires sous tutelle ainsi que le développement de leur instruction; favoriser également leur évolution progressive vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance, ..."

C'est la raison pour laquelle je demande pourquoi le mot "indépendance" n'a pas été mentionné dans le préambule. Est-ce là le fait du hasard ou bien est-ce intentionnel, puisqu'il s'agit vraiment de favoriser l'indépendance du territoire?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je suis heureux de voir que le représentant de l'Union soviétique et celui des Etats-Unis sont d'accord sur le fait que les Etats-Unis appuient la Charte des Nations Unies et son Article 76. Nous sommes pleinement d'accord avec ce dernier qui tend à favoriser l'évolution progressive des territoires vers "la capacité à s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance". Nous avons précisé clairement ce point l'an dernier lorsque nous avons répondu à la question posée par le prédécesseur du représentant de l'Union soviétique et nous le précisons de nouveau aujourd'hui.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Puisque vous êtes d'accord avec nous, comme vous l'avez dit, pourquoi le mot "indépendance" n'a-t-il pas été inclus dans le préambule? Nous en aurions été heureux.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Puis-je signaler au représentant de l'Union soviétique que ce n'est pas moi qui ai rédigé ce document.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Quelle étrange réponse. Nous sommes réunis au Conseil de tutelle, organe officiel des Nations Unies, et le représentant des Etats-Unis est ici en tant que représentant officiel de son pays, il n'est pas là en tant que M. Yates.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je suis d'accord avec le représentant de l'Union soviétique. J'aurais dû en effet répondre en tant que représentant de mon pays, mais je précise que j'ai déjà déclaré que les Etats-Unis, mon gouvernement, sont tout à fait d'accord avec la déclaration du représentant, à savoir que nous donnons notre pleine adhésion aux dispositions de l'Article 76 de la Charte des Nations Unies.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Tout ceci ressemble à l'histoire russe du "boeuf blanc". Alors, pourquoi n'avez-vous pas inclus le mot "indépendance" dans le texte?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'ai déjà souligné que nous respectons l'Article 76 de la Charte dans lequel il figure implicitement. Que ce mot soit inséré ou non dans un projet ou dans les dispositions d'un document, de toute façon nous sommes liés par cet Article 76. Le fait qu'il ne figure pas dans ce document n'est pas pertinent. Nous restons liés par les dispositions de l'Article 76 de la Charte et je crois que ceci répond à la question posée par le représentant de l'Union soviétique.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai parlé tout à l'heure de l'histoire russe mais je crois que l'interprète ne m'a pas très bien compris. Je ferai donc une autre comparaison : deux amis se rencontrent et l'un dit à l'autre : "Nous avons cheminé ensemble. - Oui répond l'autre.- Nous avons trouvé un manteau, reprend le premier et je te l'ai donné? - Oui dit le second, tu me l'as donné. - Mais lorsque tu as eu assez chaud je l'ai repris. - Oui tu l'as repris. - Alors, reprend l'autre où est le manteau? - Je ne sais pas répond son interlocuteur. - Ainsi nous avons cheminé ensemble ..." et l'histoire recommence avec les mêmes questions et les mêmes réponses. Nous en sommes ici au même point.

M. Chakhov (URSS)

On nous dit : Nous reconnaissons la Charte, nous adhérons à ses principes; mais lorsque nous demandons pourquoi on ne mentionne pas le mot "indépendance" dans le document en question, on nous répond : Nous sommes liés par l'Article 76. Quand nous parlons de compléter le texte, on ne nous répond pas. Je crois que nous nous sommes plus ou moins compris et je voudrais passer à la question suivante.

A la page 19 du rapport de l'Autorité administrante (texte anglais) figure une liste de 14 fonctionnaires. Je voudrais savoir quelles sont celles des fonctions qui sont remplies par des autochtones?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Aucune des fonctions mentionnées sur cette liste ne sont occupées, à l'heure actuelle, par des autochtones.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A la page 12 du rapport de l'Autorité administrante (texte anglais) il est indiqué, dans le troisième paragraphe, que deux membres du personnel du haut-commissaire ont été membres du Conseil de recherche de la Commission du Pacifique Sud. Ces deux membres sont-ils Américains ou Micronésiens?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les deux membres dont il est question font partie du personnel américain du haut-commissaire. Nous avons eu au cours de l'année, à la réunion annuelle de la Commission du Pacifique Sud, en tant que délégué pour notre région, M. Remengasau, qui a exercé les fonctions de conseiller de la délégation. Mais ce fonctionnaire n'était pas l'un des deux auxquels il est fait allusion dans ce paragraphe.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Est-ce un Américain ou un Micronésien qui est à la tête du Bureau de radiodiffusion du Territoire sous tutelle?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il y a un membre micronésien de chaque district. Le chef du Bureau est un Américain, membre du personnel du Siège.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Est-ce un Américain ou un Micronésien qui est chérif ou assistant-chérif du Territoire? S'il y a des fonctionnaires micronésiens, je voudrais savoir quel est leur pourcentage?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les chérifs dans le Territoire sous tutelle - et ce terme s'applique aux fonctionnaires supérieurs chargés de l'application des lois dans chaque district - sont tous micronésiens.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Quels sont les plans de l'Autorité administrante afin de pourvoir les postes au tribunal suprême du Territoire? Songe-t-on à introduire un système d'élections pour les organes judiciaires du Territoire?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Nous n'avons pas envisagé, pour le moment, de changer de méthode en ce qui concerne la nomination de magistrats au tribunal suprême. Cependant, toute modification apportée au régime judiciaire fondamental découlera dans une large mesure des recommandations de l'organe législatif lorsqu'il sera établi.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais passer à une autre catégorie de questions. Peut-être sera-t-il plus facile au représentant des Etats-Unis d'y répondre.

En 1963, une mission constituée par le défunt président Kennedy a été envoyée au Territoire. Cette mission a soumis un rapport. Les membres du Conseil pourraient-ils connaître ce rapport?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le rapport de la mission mentionnée est un document administratif qui n'a pas été publié; je ne pense pas qu'il soit destiné à l'être. C'est un document interne, qui fait partie d'un grand nombre de revues d'ordre administratif. L'une d'entre elles traite non seulement du progrès économique, politique et de l'enseignement, mais également des aspects médicaux, sanitaires et autres de notre Administration. Nous estimons qu'il s'agit là de documents essentiellement internes de l'Administration.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A mon avis, il s'agit là d'une question assez sérieuse, et la réponse que l'on m'a donnée ne me satisfait pas entièrement. Peut-être est-ce là une question qui ressort de la compétence interne des Etats-Unis, comme l'a dit le représentant spécial, mais s'il ne peut pas soumettre le rapport au Conseil de tutelle, je voudrais alors lui poser la question suivante : quelles sont les recommandations principales contenues dans le rapport dont j'ai parlé?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'estime que c'est trop demander à ma délégation afin de satisfaire le représentant de l'Union soviétique. Nous venons de signaler que ce rapport est un document interne et concerne le fonctionnement de l'Administration de mon gouvernement. Comme le représentant spécial l'a souligné, nous estimons qu'il s'agit là d'un document que nous devons garder par devers nous.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je vous demande pardon; mais je ne suis pas tout à fait satisfait de cette réponse. Bien entendu, s'il s'agissait d'une enquête ou d'un rapport spécial concernant l'Etat de New York ou l'Etat du Connecticut, ce serait autre chose, et le représentant des Etats-Unis aurait alors le droit de dire au représentant de l'Union soviétique que c'est là une affaire intérieure dans laquelle il n'a aucun droit d'ingérence. Mais je n'ai pas posé une telle question. Il s'agit d'un territoire international; il s'agit d'un Territoire sous tutelle, et le Conseil de tutelle de même que l'Organisation des Nations Unies ont quelque chose à voir avec les territoires sous tutelle. Lorsque le représentant

M. Chakhov (URSS)

des Etats-Unis nous dit que c'est trop lui demander, je ne suis pas d'accord. J'estime que le Conseil de tutelle et les Nations Unies ont le droit de demander au représentant des Etats-Unis de nous dire, en termes généraux, quelles sont les recommandations contenues dans le rapport.

Je voudrais passer à ma question suivante. Quelle est l'attitude de l'Autorité administrante envers les recommandations de la mission de visite qui s'est rendue dans le Territoire des Iles du Pacifique, en ce qui concerne le progrès économique?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : D'une façon générale, dans une large perspective, j'estime que les recommandations de la mission de visite contenues dans le rapport sont extrêmement précieuses. Cela n'implique pas nécessairement que nous les appuyions toutes et que nous les acceptions toutes, dans ce document si complet. J'ajouterai, cependant, qu'à la lumière de la revue générale - s'il s'agit du domaine du progrès économique, qui est l'un des aspects où il se révèle le plus utile - le document servira de base pour évaluer soigneusement nos opérations dans presque tous les domaines dont il traite; nous lui accorderons une attention toute spéciale. De plus, j'estime que c'est là un document contenant un programme très bien fait.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : On m'a dit que l'interprétation n'était pas tout à fait exacte. On a fait croire que je parlais de toutes les recommandations contenues dans le rapport, alors que je posais une question très précise ayant trait aux recommandations touchant les plans de développement économique du Territoire. Le représentant spécial pourrait-il nous dire quelle est l'attitude de l'Autorité administrante vis-à-vis de cette question particulière et de ces recommandations là?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les recommandations relatives au domaine du progrès économique ne forment pas une seule recommandation. Comme je l'ai indiqué auparavant, il s'agit d'idées

M. Goding

et de concepts très utiles et sans vouloir nous engager à souscrire à toutes les propositions mentionnées, je dis que c'est là un document extrêmement précieux. Mais il ne représente pas un seul aspect du domaine économique. Il comprend quelque 37 pages et un total d'environ 50 paragraphes séparés qui sont énumérés dans le texte. Par conséquent, il s'agirait de discuter de 50 sujets ou de nous engager à leur égard, si nous devions suivre cette voie. Mais la présentation générale est complète et très utile.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Lorsque, à la dernière séance, le représentant spécial a parlé du développement économique du Territoire, il nous a dit qu'il était possible que la production atteigne un niveau permettant au Territoire de suffire à ses besoins. Je voudrais savoir à quel moment l'Autorité administrante atteindra un niveau de développement permettant au Territoire de ne pas recourir, dans une large mesure, aux importations en provenance de l'extérieur du Territoire.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Etant donné la complexité des questions, je dirai que le moment ne viendra probablement jamais où cette région, comme toute autre région, pourra devenir autarcique et se suffire à elle-même. Evidemment, dans certains domaines, la production augmentera de telle façon que les importations - telles celles de conserves de poissons - ne seront plus aussi nécessaires; mais quant à dire qu'une autarcie complète pourra être réalisée, c'est là une perspective à longue échéance. Je crois justement que la tendance va dans une direction opposée.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Les subventions accordées par le gouvernement pour l'entretien du Territoire suffisent-elles pour équilibrer le budget du Territoire?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : J'estime que le niveau actuel des subventions est tout à fait approprié et suffit pour permettre d'accomplir ce que nous avons l'intention d'accomplir et de réaliser. Un niveau supérieur sera atteint l'année prochaine et l'équilibre sera donc préservé; mais il est extrêmement aventureux de prédire, deux ans à l'avance, ce que seront les dépenses générales.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant spécial pourrait-il nous dire quelle est la partie du budget du Territoire, dont il vient de parler, consacrée actuellement aux frais d'administration, à l'entretien des fonctionnaires américains et aux frais de l'administration américaine?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il est difficile de donner un chiffre précis. Nous pourrions, évidemment, présenter des chiffres portant sur les salaires, les soldes des employés américains, etc. Mais les dépenses administratives générales, portent sur tous les aspects de nos opérations, des transports aux services médicaux et à l'enseignement, et nous ne pouvons fractionner ces dépenses, sauf peut-être pour celles concernant les salaires et les dépenses afférentes au personnel.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Au cours de l'année écoulée, a-t-on pu constater une modification dans l'attitude qui consistait à permettre aux Américains de faire du commerce dans le territoire et de payer leurs impôts dans la métropole? Il y a, dans le territoire, des citoyens américains, des compagnies américaines privées qui se livrent à des activités commerciales. Jusqu'à présent, la pratique était la suivante : les impôts correspondant à ces activités commerciales étaient versés au Trésor des Etats-Unis et non pas au Trésor du territoire. Cette pratique a-t-elle été modifiée ou se poursuit-elle?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Aucun changement n'a été apporté au régime fiscal fondamental appliqué aux citoyens américains. Tout ce que nous pourrions ajouter ici, c'est que l'imposition dont sont frappés les citoyens américains est celle des fonctionnaires américains. Or, tous les fonctionnaires américains doivent verser le montant de leurs impôts au gouvernement fédéral. Mais cela ne s'applique pas nécessairement aux citoyens privés exerçant des activités commerciales, qui sont alors soumis à un impôt local.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Combien y a-t-il de membres micronésiens et de membres américains dans le Comptoir de stabilisation des prix du coprah? Quels sont les dirigeants de cette compagnie? S'agit-il de Micronésiens ou d'Américains?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il y a actuellement au Comptoir de stabilisation des prix du coprah deux Micronésiens et quatre Américains membres du personnel du siège.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'espère que nous ne nous retrouverons pas dans la même situation où nous nous sommes trouvés lorsque nous avons examiné la situation en Nouvelle-Guinée. On nous a dit alors que nous avions tort lorsque nous avons présenté nos chiffres...

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Australie a la parole pour une motion d'ordre.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Selon l'article 53 du règlement intérieur du Conseil de tutelle, nous devons limiter nos remarques à la question à l'étude, c'est-à-dire, en l'occurrence, le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, et non pas la Nouvelle-Guinée.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il est étrange d'entendre une telle déclaration. La dernière fois, nous étudions la situation en Nouvelle-Guinée et, pourtant, le représentant de l'Australie a estimé nécessaire de parler de l'Union soviétique. Or, je n'ai pas encore dit de quoi il s'agissait. Voici quelle est ma question, et j'espère que l'on me répondra et que l'on ne préjugera pas ce que je vais dire, comme on l'a fait pour la Nouvelle-guinée : quelles sont les firmes américaines qui s'occupent de la vente du coprah et des produits des Iles du Pacifique? Le représentant spécial pourrait-il me le dire, me donner les noms des firmes qui s'en occupent et me dire quel est à peu près le volume des dividendes qu'elles perçoivent?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je serai extrêmement heureux de répondre à la question posée par le représentant de l'Union soviétique. La réponse est facile à donner : il n'y a pas de société américaine s'occupant de l'industrie du coprah et aucun bénéfice n'est prélevé par des sociétés américaines dans le Territoire sous tutelle.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le rapport annuel mentionne, à la page 50, le Comptoir de stabilisation du coprah; ce comptoir, dit le rapport, assure l'écoulement de la production de coprah, production qu'il transmet à une firme privée américaine. Le Représentant spécial pourrait-il nous donner le nom de cette firme? Ce nom, en effet, n'est pas cité dans le rapport.

Je poserai une deuxième question : quels sont les bénéfices que cette compagnie retire de la vente du coprah? Je pense que le représentant des Etats-Unis doit maintenant comprendre ma question.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La question posée et peut-être aussi une certaine confusion dérivent d'un malentendu sur les attributions de cette firme américaine privée; le nom de cette firme est la Société Atkins Coal, de San Francisco; cette firme ne perçoit aucun bénéfice à proprement parler de ses activités relatives à l'écoulement du coprah; elle sert simplement d'agent pour la vente du coprah. Le Fonds de stabilisation du coprah est l'organe principal; la Société Atkins Coal reçoit une rémunération pour les services qu'elle rend au point de vue de la vente du coprah sur le marché mondial; mais elle n'a aucun intérêt commercial dans la vente du coprah; elle n'en retire aucun bénéfice en tant que tel. Nous payons une sorte de salaire basé sur le montant des affaires et qui est d'environ 60 000 dollars par an. Cette société a une certaine expérience des marchés du coprah dans le monde entier, qu'il s'agisse des marchés qui se trouvent au Japon, aux Philippines, aux Etats-Unis ou ailleurs; la responsabilité de cette firme est uniquement de trouver le marché qui s'avérera le meilleur et de veiller aux détails administratifs de la vente.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je passe à la question suivante. Il semble que toutes les terres n'aient pas encore été défrichées dans le territoire; ces terres pourraient cependant être cultivées. Combien y a-t-il de spécialistes qui s'occupent du déblaiement des terres afin d'éliminer toutes les conséquences pouvant résulter de l'explosion d'obus ou de mines qui s'y trouveraient encore?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Nous utilisons les services des équipes de démolition EOD de la marine chaque fois que cela est nécessaire. La plupart du temps, nous entreprenons ce travail lorsque nous pensons pouvoir trouver des morceaux dangereux de munitions, et cela n'importe où dans le territoire. Il y a encore une région, par exemple, qui a été soumise à une quantité considérable de dangereux explosifs; actuellement, nous réévaluons tous nos plans de défrichement de cette région; il ne s'agit pas d'une région très vaste; il s'agit probablement d'environ 500 à 1 000 acres dans l'île de Saïpan. Partout ailleurs, les restes de munitions sont extrêmement clairsemés et nous ne les trouvons que lorsque nous faisons des travaux de construction comme, par exemple l'ouverture de routes, la construction d'aérodromes; chaque fois que nous trouvons de ces objets, nous faisons appel au service de la marine et de ses experts.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré qu'aucun accord n'était malheureusement intervenu jusqu'à présent entre le Gouvernement du Japon et le Gouvernement des Etats-Unis au point de vue du versement d'indemnités aux habitants du territoire pour les dommages subis à la suite de la deuxième guerre mondiale; certains dommages ont été causés par des activités japonaises; il en est d'autres qui ont résulté des activités des Etats-Unis. Quelles sont les compensations prévues pour dédommager les habitants du territoire qui ont souffert des activités qui sont se effectuées dans ce territoire il y a environ 12 ans?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Puis-je dire qu'il n'y a aucun dommage causé par les Etats-Unis qui n'ait pas été indemnisé par les Etats-Unis.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A la page 51 du rapport de la Mission de visite (T/1620), nous voyons une liste des recommandations faites par la Mission au sujet des revendications des autochtones pour les dommages qu'ils ont subis à la suite de la deuxième guerre mondiale. Quelle est l'attitude de l'Autorité administrante à l'égard de ces recommandations?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Si j'ai bien compris la question du représentant de l'Union soviétique, il se référerait à la page 51 du rapport de la Mission de visite dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, où nous lisons :

"En réponse à une autre question, ils ont déclaré que le Gouvernement des Etats-Unis élevait de vives objections à la suggestion faite à plusieurs reprises dans le passé que le Gouvernement des Etats-Unis devrait lui-même verser des indemnités aux habitants du Territoire sous tutelle et s'efforcer par la suite d'en obtenir le remboursement par le Gouvernement japonais."

(T/1620, p. 51, interprétation de séance)

Est-ce là la déclaration mentionnée par le représentant de l'Union soviétique?

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je veux parler du paragraphe 97 du rapport, qui comporte une référence aux Etats-Unis. J'ai compris que le représentant des Etats-Unis voulait nous dire qu'il n'acceptait pas ces revendications.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Puis-je demander si le représentant de l'Union soviétique veut parler des demandes d'indemnités pour les dommages causés par les Japonais? Si je comprends bien, jamais, au cours des discussions au Conseil de tutelle, il n'a été suggéré que le Gouvernement des Etats-Unis lui-même verse des indemnités.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je prends note des éclaircissements que vient d'apporter le représentant des Etats-Unis.

Je passe à ma question suivante. Le représentant des Etats-Unis pourrait-il me dire combien d'acres de terrain ont été utilisés pour la construction de bases aériennes dans le Territoire sous tutelle?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La réponse à cette question dépend en grande partie de ce que l'on qualifie de base ou de base militaire. Les installations de ce genre occupent une très faible superficie et, en fait, elles sont localisées en général dans la région de Kwajalein,

M. Goding

qui a fait le sujet de discussions au Conseil. Il existe certaines zones d'utilisation des terres où l'on tient en réserve des quais et des aérodromes civils, avec permis d'utilisation. Mais la surface ainsi occupée est relativement faible dans toute la région.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Mais le représentant spécial ou le représentant des Etats-Unis pourrait-il nous dire quelle est cette superficie?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le Représentant spécial vient dans sa réponse de se référer à l'île de Kwajalein, et je crois que la superficie de cette île est bien connue.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais poser une autre question à ce sujet. A l'Article 82 de la Charte, il est dit qu'un accord de tutelle peut désigner une ou plusieurs zones stratégiques pouvant comprendre tout ou partie du Territoire sous tutelle auquel l'accord s'applique. Je voudrais savoir si une partie quelconque du Territoire est considérée comme zone stratégique.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il me semble que la question du représentant de l'Union soviétique se rapporte à l'Article 79 de la Charte. Maintenant, l'ensemble du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique a été désigné comme zone stratégique. Le représentant de l'Union soviétique, si je comprends bien, a demandé si les Etats-Unis avaient l'intention de retirer une partie du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique de la catégorie des zones stratégiques. Je m'excuse auprès du représentant de l'Union soviétique de préciser sa question; à l'avenir, je le laisserai les préciser lui-même.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je parlais de l'Article 82 de la Charte.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais une précision sur un point. Qu'entend le représentant de l'Union soviétique par le mot "prendre"? Il semble y avoir des doutes non seulement dans l'esprit du représentant des Etats-Unis, mais aussi dans l'esprit de l'un des

M. Yates (Etats-Unis)

membres du personnel de la délégation de l'Union soviétique à propos de l'interprétation. L'interprète a utilisé le mot "take", et je ne suis pas certain du sens de ce verbe en l'occurrence.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai pas compris la question du représentant des Etats-Unis. Il demande ce que signifie le mot "retirer" (remove), mais je n'ai pas employé ce mot. A l'Article 82 de la Charte, il est dit qu'un accord de tutelle peut désigner une ou plusieurs zones stratégiques pouvant comprendre tout ou partie du Territoire sous tutelle auquel l'accord s'applique. Ma question est la suivante : Les Etats-Unis ont-ils l'intention, à un moment ou à un autre, de retirer une partie quelconque du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique de la catégorie des zones stratégiques?

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je pense qu'il se passe en ce moment la même chose qui s'est produite au Comité des vingt-quatre, lorsque le représentant de l'Union soviétique a fait une observation qui, dans l'interprétation anglaise, est devenue, "comme nous disons en Ukraine, il y a quelque chose de pourri dans le Royaume de Danemark". Apparemment, il y a malentendu dans notre dialogue sur le sens de la question du représentant de l'Union soviétique. S'il demande si oui ou non le Gouvernement des Etats-Unis a l'intention de retirer une partie quelconque du Territoire de la catégorie des Territoires sous tutelle désignés comme zones stratégiques, pour autant que je sache, la réponse est "non".

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation de l'anglais) : Je ne sais pas. La personne qui est assise derrière moi dit que ma question a été mal interprétée, mais la réponse que j'ai reçue me donne satisfaction. C'est la réponse que je voulais.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je veux seulement dire que nous sommes enfin d'accord.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : En tant que Président, je ne puis que souhaiter que l'interprétation soit toujours erronée si elle permet de se mettre d'accord. Nous ne savons pas exactement sur quoi nous sommes d'accord, mais nous sommes d'accord.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Je ne sais pas, moi non plus, sur quoi nous nous sommes mis d'accord, mais, c'est un fait, j'ai reçu une réponse.

Je passe maintenant à une autre catégorie de questions. Le représentant spécial peut-il me dire quel est le pourcentage des adultes du territoire qui ne savent ni lire ni écrire?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je donnerai plus tard les chiffres touchant à cette question.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Quelles mesures d'ordre administratif - je souligne le mot : d'ordre administratif - ont été prises pour mettre un terme à l'analphabétisme parmi la population adulte du territoire? Je ne veux pas parler du domaine social auquel le représentant spécial a fait allusion quand il a dit que les épouses de certains Américains participaient à des activités visant à abolir l'analphabétisme au sein de la population adulte. J'entends parler des mesures administratives.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Nous avons établi un programme permanent d'instruction des adultes; c'est en réalité un petit programme. Je ne dispose pas ici des chiffres concernant le nombre de personnes intéressées. Le département de l'instruction publique a mis sur pied un programme continu contre l'analphabétisme. Le pourcentage général d'analphabètes est élevé. Quant aux mesures d'ordre administratif pour l'instruction des adultes, je dirai que, cette année, nous avons ajouté six membres chargés du contrôle de l'enseignement et un membre nouveau chargé de la coordination générale du programme d'ensemble de l'instruction des adultes. Je dois, aux fins du procès-verbal, souligner que les meilleurs renseignements que nous avons sur la formation des adultes en anglais sont les suivants : parmi les gens de quinze à vingt-quatre ans, on compte 75 à 80 p. 100 de personnes ayant un certain degré d'instruction; parmi ceux de vingt-cinq à quarante-quatre ans, ce pourcentage est estimé à 35 p. 100.

M. Goding

Cette explication ne répond pas pleinement à la question qui m'a été posée parce qu'il y a une partie considérable de la population possédant un certain degré d'instruction dans les langues indigènes. Il est probable que le pourcentage d'ensemble des gens ayant reçu plus ou moins d'instruction se situe aux alentours de 85 p. 100.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Combien d'autochtones ont-ils reçu un enseignement supérieur, une instruction technique dans le domaine des sciences et de la médecine par exemple et combien d'entre eux ont-ils pu accéder au doctorat en médecine?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le nombre de personnes ayant terminé leurs études supérieures ou universitaires se situe à peu près aux environs de 30 ou 35. Sans doute un nombre beaucoup plus grand d'autochtones ont-ils suivi pendant un ou deux ans des cours universitaires. Quant au nombre de ceux qui ont terminé leurs études médicales, je crois qu'une trentaine de médecins ont suivi les cours complets du programme médical de Suya qui comporte à l'heure actuelle cinq ans d'études. Les diplômés de l'école de Suya ne reçoivent pas un diplôme de docteur en médecine comme nous le comprenons dans ce pays, mais ils sont bien formés et qualifiés du point de vue des disciplines médicales fondamentales.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Pourquoi l'autorité administrante n'utilise-t-elle pas les bourses qui sont accordées par l'entremise des Nations Unies en faveur de la population autochtone du territoire sous tutelle?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je crois qu'il y a là un malentendu. Nous utilisons certaines bourses accordées sous les auspices des Nations Unies. Nous avons un très vaste programme de bourses dirigé par l'Administration et dans certains domaines nous avons constaté que la préparation tend plutôt à l'admission, en vue d'une formation technique, à des collèges ou universités américains. Mais s'agissant de certains domaines spécialisés, nous avons sans aucun doute accepté les bourses offertes et les programmes de formation sous l'égide des Nations Unies.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Je crois avoir reçu une réponse à ma question. Il ressort de la déclaration faite non seulement que les étudiants sont envoyés aux Etats-Unis, mais que le programme des Nations Unies englobe un nombre de pays beaucoup plus grand. Les habitants du territoire sous tutelle pourraient se rendre non seulement aux Etats-Unis, mais en d'autres pays qui offrent des bourses. Le représentant spécial nous a dit que, selon ses renseignements, les étudiants étaient envoyés seulement aux Etats-Unis.

Je voudrais poser une autre question. Quelle est l'attitude de l'Autorité administrante envers les recommandations du Conseil de tutelle concernant la création d'une école administrative dans le territoire?

M. CODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La recommandation faite par la Mission de visite, comme je l'ai déjà dit à propos d'autres régions, sera étudiée très attentivement. Je crois cependant que cette recommandation ne porte pas sur un collège d'administration, mais plutôt sur un collège classique ou sur la formation de professeurs.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique ne se référerait-il pas à une recommandation faite par le Conseil de tutelle à une précédente session?

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Non, je parlais de la recommandation portant sur l'établissement d'une université dans le territoire. Il s'agissait d'une recommandation de la dernière mission de visite.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La recommandation sera certainement étudiée. Nous n'avons pas encore pris de décision définitive dans cette région. Je crois que la recommandation portait plutôt sur la création d'un junior college, c'est-à-dire d'un collège avec un programme de deux ans. Comme je l'ai indiqué hier en réponse à une question du représentant de l'Australie, nous pensons que, pour l'unification du territoire, un établissement d'enseignement rassemblant tous les jeunes serait d'une grande valeur. Il s'agit d'un programme qui s'est déjà révélé fort utile lorsque nous avons eu une high school avec internat, une high school centrale. Comme la Mission de visite l'a noté, cet avantage serait perdu dans une certaine mesure si l'on créait des high schools dans chaque district. Cependant, la recommandation de la mission de visite sera encore examinée et je ne puis dire plus complètement quel sera le résultat de cet examen.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai trois questions à poser dans le domaine de la santé publique et des services médicaux. La première est la suivante : l'Autorité administrante a-t-elle songé à introduire dans le territoire un système de services médicaux gratuits?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Nous n'avons pas traité de cette question en tant que problème précis. Comme je l'ai dit, chacun reçoit le bénéfice complet de nos services médicaux indépendamment de la question de savoir s'il est en mesure de payer. Il est vrai qu'un système d'honoraires a été établi. Il s'agit d'honoraires peu élevés pour les non autochtones et d'honoraires extrêmement faibles pour la population autochtone. Pour ce qui est de notre vaste programme d'immunisation, qui est actuellement en cours, il est absolument gratuit. Cependant, nous n'avons pas encore étudié la possibilité de supprimer complètement et dans tous les cas les honoraires.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Puis-je demander au Représentant spécial d'élargir sa réponse et de donner des exemples des honoraires perçus. Par exemple quel est le coût d'une visite à domicile et quel est celui d'une opération?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Si je me fie à ma mémoire, je dirai que les honoraires sont si minimes qu'une appendectomie par exemple, coûte environ 10 dollars, une visite à domicile 50 cents, une extraction dentaire 10 cents. De plus, ces honoraires ne sont dus que si la personne traitée est économiquement en état de payer.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation de l'anglais) : La question suivante est, à mes yeux, d'un grand intérêt et j'espère que le représentant spécial sera en mesure d'y répondre. On a l'impression que, très souvent, les médicaments envoyés dans le territoire sont assez anciens et ils sont vendus à la population. Est-ce que des mesures sont prises pour remédier à ce défaut?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il a pu y avoir quelques cas de médicaments assez anciens; mais je ne pense pas qu'ils aient été vendus. Cependant, je ne crois pas qu'il s'agisse d'un problème réel; cela ne se produit pas dans le cours normal des opérations. Nous avons considérablement augmenté notre budget médical et les fournitures médicales et pharmaceutiques sont suffisantes et d'excellente qualité. Nous n'avons pas de médicaments trop vieux.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais compléter la réponse que vient de faire le représentant spécial et lire un passage de la page 94 du rapport sur les Iles du Pacifique où il est dit, sous le titre "Services médicaux" :

"Les services médicaux sont à la disposition de tous, sans restriction ni discrimination. Les dispensaires prénatals, les maternités, les centres médicaux pour soins aux enfants ne perçoivent aucun honoraire pour services et traitements de maladies contagieuses, inoculations préventives et hygiène. Pour les personnes qui peuvent payer pour les autres services médicaux, les honoraires prescrits vont de 10 à 25 cents pour visite à domicile et les honoraires maxima, pour la chirurgie, s'élèvent à 10 dollars. Toutefois, aucun service n'est refusé à quiconque et il n'y a aucune différence de traitement pour ceux qui peuvent payer et ceux qui ne le peuvent pas. Les honoraires sont établis localement, pour chaque communauté ou région."

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais maintenant poser une question au représentant de l'Organisation mondiale de la santé. A quelle conclusion touchant les services médicaux est arrivé le représentant de l'O.M.S qui a visité le territoire en 1963 d'après le rapport de l'Autorité administrante?

Le Dr LEROUX (Organisation mondiale de la santé) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas tout à fait certain de la question posée par le représentant de l'Union soviétique. Pourrait-il avoir l'obligeance de la répéter et j'essaierai de lui répondre peut-être un peu plus tard si je ne peux le faire immédiatement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique voudrait-il bien répéter la question qu'il a posée au représentant de l'Organisation mondiale de la santé?

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La question est la suivante : à quelles conclusions touchant la situation des services médicaux dans le territoire est arrivé le représentant de l'OMS en Extrême-Orient, puisque d'après le rapport de l'Autorité administrante celui-ci devait visiter ce territoire en 1963? Ce représentant a-t-il pu se rendre en fait dans le territoire et, dans l'affirmative, quelles ont été ses conclusions au sujet des services médicaux dont dispose le pays.

Le Dr LEROUX (Organisation mondiale de la santé) (interprétation de l'anglais) : Puis-je avoir l'occasion de répondre à cette question un peu plus tard?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Oui, le représentant de l'OMS pourra présenter sa réponse plus tard.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Voici ma dernière question : je voudrais demander au Représentant spécial quelles sont les mesures prises dans le territoire - ou que l'on prend à l'heure actuelle - pour diffuser la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, quels moyens sont utilisés pour la diffusion de ce document auprès de la population autochtone, par exemple, par radio, par la publication du texte et par une diffusion générale dans les écoles, etc.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Le texte de la Déclaration a été imprimé dans les diverses langues indigènes et il a été largement distribué dans les services administratifs et dans les services divers d'enseignement. Il a été également largement radiodiffusé dans les diverses langues.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ainsi se termine la liste des représentants qui désiraient poser des questions au Représentant spécial cet après-midi. Je remercie ce dernier d'avoir bien voulu coopérer aux travaux du Conseil et je le prie maintenant de bien vouloir se retirer.

Le Représentant spécial se retire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais maintenant consulter les membres du Conseil au sujet de notre travail pour cet après-midi. Je propose que nous ne tenions pas de séance demain en raison du programme prévu par le Conseil de sécurité et j'ai l'intention de suggérer que nous entendions, au cours de notre réunion de vendredi, les déclarations générales sur la question des Iles du Pacifique. J'espère que les représentants seront prêts à faire leurs exposés à ce moment-là.

Par ailleurs, le Représentant spécial pour Nauru serait disposé à faire sa déclaration liminaire dès cet après-midi; cela pourrait prendre une heure ou une heure et quart. S'il n'y a pas d'objections j'en conclurai que les membres du Conseil sont disposés à entendre cette déclaration maintenant, ce qui avancerait nos travaux.

POINT 4 c) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES AUTORITES ADMINISTRANTES SUR L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE : SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU (T/1619)

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais faire connaître au Conseil quelques détails qui pourraient l'intéresser en ce qui concerne le Représentant spécial, avant que ce dernier ne soit invité à prendre place auprès de nous.

M. McCarthy (Australie)

Le Représentant spécial pour le territoire sous tutelle de Nauru est cette année M. Marsh, Directeur de la réinstallation des Nauruans auprès du Gouvernement australien. M. Marsh, comme je l'ai dit au Conseil au cours d'une précédente session au moment où, peu après sa nomination à ce poste, a acquis une longue et précieuse expérience au service du Gouvernement australien, en particulier dans les domaines de l'immigration et de l'administration territoriale. C'est en raison même de cette expérience, jointe à ses qualités personnelles, que M. Marsh a été nommé l'an dernier Directeur de la réinstallation des Nauruans.

Depuis sa nomination il s'est occupé des questions de réinstallation avec ardeur et il s'est rendu récemment dans l'île même pour y discuter en détail avec la population de Nauru des problèmes touchant cette question. Il est donc tout spécialement désigné pour parler de ce sujet vital aussi bien que d'autres questions importantes relatives à Nauru.

C'est également avec un plaisir tout personnel que je vois M. Marsh ici, étant donné qu'il est pour moi un vieil ami de même qu'il fut un collègue précieux dans le passé. Je suis heureux également de pouvoir dire au Conseil qu'avec M. Marsh, comme conseiller, nous avons aussi M. Bernicke, l'un des plus distingués et des plus respectés parmi les leaders du peuple de Nauru. Le conseiller Bernicke est un membre élu du Conseil nauruan et c'est ce dernier qui l'a nommé pour faire partie de la délégation australienne à cette session. Ma délégation est particulièrement reconnaissante à M. Bernicke qui a pris le temps nécessaire pour assister à cette session, alors qu'il a de très nombreuses tâches à remplir dans l'île.

Membre élu du Conseil de Nauru, M. Bernicke est également Directeur médical du département de la santé, il est membre des tribunaux nauruans, membre du Comité de réinstallation, membre du Conseil d'administration de l'emploi et du Conseil d'administration de la Coopérative. Ma délégation ne peut que se féliciter de la présence du conseiller Bernicke à nos travaux.

Maintenant, Monsieur le Président, je vous serais reconnaissant de bien vouloir inviter M. Marsh à faire sa déclaration liminaire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je suis sûr que le Conseil voudra se joindre à moi pour souhaiter la bienvenue à M. Marsh et au conseiller Bernicke et pour leur dire que nous nous réjouissons de leur participation à nos travaux. J'invite le Représentant spécial à prendre place à la table du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. R. Marsh, Représentant spécial pour le territoire sous tutelle de Nauru sous administration australienne, prend place à la table du Conseil de tutelle.

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que tous les représentants qui sont autour de cette table, pour m'avoir donné l'occasion de venir vous présenter tous les renseignements qui pourraient être de quelque utilité au Conseil dans son examen des conditions prévalant dans le territoire sous tutelle de Nauru.

Ma déclaration sera similaire, quant à la forme, à celle présentée il y a quelques années et comprendra deux parties. La première vous donnera une idée générale des développements opérés au cours de l'année dernière en ce qui concerne la communauté de Nauru; la deuxième partie vous apportera des renseignements positifs sur la période allant du dernier rapport qui couvrait l'année se terminant le 30 juin 1963, jusqu'à aujourd'hui.

Pour ce qui concerne la première partie, je suis heureux de pouvoir déclarer que l'année a été marquée par un progrès continu et une évolution significative sur une large échelle, en ce qui concerne les responsabilités du Conseil de gouvernement local de Nauru, la réorganisation des services publics et la participation accrue de la population autochtone dans le domaine de l'emploi, de l'enseignement, de la formation technique, de la santé, du logement, des services d'adduction d'eau et d'électricité, dans l'administration de la justice comme dans le domaine de l'administration de la Coopérative de Nauru.

Dans la deuxième partie de cette déclaration des détails sont donnés sur les amendements significatifs au Décret du Conseil de gouvernement local, pris en octobre 1963 et qui marquent un changement des statuts et des pouvoirs du Conseil. Ce changement avait été prévu par la délégation australienne lors de la session du Conseil de tutelle l'an dernier. Les amendements au Décret, dont le détail est fourni dans la deuxième partie de cette déclaration, ont donné effet législatif à l'engagement selon lequel les pouvoirs et responsabilités du Conseil devaient être accrus.

M. Marsh

La nouvelle législation permet au Conseil de s'engager dans toutes affaires ou entreprises, d'entreprendre tous programmes publics ou sociaux à l'avantage de la population de Nauru. Le Conseil s'occupe maintenant de ses propres recettes et dépenses, dispose de ses propres élections et détermine la rémunération de ses propres membres. Ces changements ont été effectués avec l'assentiment du Conseil après une discussion détaillée entre l'Administrateur et le Conseil. A ce stade, je devrais peut-être souligner le fait que ce travail accompli de concert par le Conseil et l'Administration constitue une ligne générale. Non seulement l'Administrateur, le Directeur en chef et les membres du Conseil se réunissent officiellement chaque mois afin de discuter et de décider de nombreuses questions d'intérêt mutuel, mais il existe encore un contact constant entre les membres du Conseil et les fonctionnaires nauruans et australiens appartenant au Département exécutif des services publics. Les dispositions qui sont mentionnées ailleurs en vue de la construction de logements pour les familles nauruans grâce à la coopération de l'Administration et du Conseil représentent un autre exemple de ce travail fructueux et amical et de cette étroite coopération.

Une autre augmentation des pouvoirs du Conseil a été permise grâce à un amendement apporté à la Nauru Lands Committee Ordinance. En vertu de cet amendement, le Conseil a maintenant le pouvoir de nommer les membres du Comité, de déterminer la constitution de ce dernier et d'établir la rémunération de ses membres. Le Lands Committee, dont tous les membres sont nauruans, détermine après enquête en bonne et due forme, toutes les questions du ressort de la possession des terres à Nauru. En décembre dernier, on a procédé à des élections en vue d'élire les membres du Conseil de gouvernement local de Nauru pour une période de quatre ans, et tous les conseillers en fonction ont été réélus y compris le conseiller Buraro Detudamo qui avait remplacé le conseiller Adeang au cours d'une élection tenue quelques mois plus tôt. Le conseiller Hammer de Roburt, qui était présent ici au cours de la session du Conseil de tutelle de l'année dernière, a été réélu en tant que directeur en chef pour un troisième mandat.

La mission de visite du Conseil de tutelle de 1962 a attiré l'attention sur la nécessité de tenir des consultations annuelles entre les représentants du

M. Marsh

Conseil de gouvernement local de Nauru et les commissaires britanniques pour le phosphate. Cette mesure a été conçue dans un esprit d'égalité, permettant une discussion franche et amicale entre les principaux intéressés afin d'arriver à une compréhension des nécessités, des problèmes et des points de vue respectifs en la matière. La première de ces réunions a eu lieu en novembre 1963, quand le Directeur en chef et deux autres représentants du Conseil ont rencontré les commissaires britanniques pour le phosphate à Melbourne. Les détails des décisions qui ont été prises à cette conférence se trouvent dans la deuxième partie de cette déclaration. Ces décisions comprennent des augmentations d'allocations de terres à noix de coco, des taux de compensation accrus pour les arbres détruits à dessein sur les terres non phosphatées, et une augmentation de plus de 500 000 litres par semaine quant à la fourniture d'eau potable à la disposition des familles nauruans pendant les périodes de sécheresse.

Les commissaires ont offert d'augmenter la somme répartie actuellement entre le Nauruan Landowners' Royalty, le Nauru Landowners' Trust Fund et le Nauru Royalty Trust Fund de 50 p. 100, c'est-à-dire de passer d'un total de 2/8d à 4s. par tonne. On a convenu que la Community Long-term Investment Fund Royalty était une question devant être discutée entre les représentants de Nauru et le gouvernement. Les représentants de Nauru ont pris note de l'offre des commissaires mais ont estimé que ne disposant pas d'un expert conseiller qu'ils pourraient consulter, ils n'étaient pas à même de s'engager à cet égard. Ils ont fait savoir aux membres de la conférence que la question devait être étudiée par le Conseil de gouvernement local de Nauru. Les représentants de ce dernier reprendront cette discussion en juillet 1964.

Dans le domaine des services publics, des progrès remarquables ont été accomplis au cours des douze derniers mois en donnant effet à l'approbation de la part du Ministre en ce qui concerne la formation de fonctionnaires nauruans pour leur permettre d'occuper certains postes clefs, et en ce qui concerne la formation des autres pour les préparer à cet avancement. Je donnerai plus tard des détails sur les efforts déployés par l'Administration à cet égard; mais je veux mentionner tout d'abord la reclassification récente qui, sous bien des aspects, a représenté un progrès plus spectaculaire même que les autres accomplissements que j'ai déjà mentionnés, si importants qu'ils soient.

M. Marsh

Dans cette reclassification, toute position occupée par un fonctionnaire nauruan a été attentivement examinée afin que son statut soit révisé à la lumière des tâches qu'il doit assumer et afin que son salaire soit modifié en fonction des responsabilités qui lui incombent et de la compétence dont il doit faire preuve. A cette fin, un fonctionnaire expérimenté a été rendu disponible par le Département des territoires et le Conseil a reçu le 9 mars 1964 une déclaration qui donne des détails précis tant sur l'ancienne que sur la nouvelle organisation.

Les services publics ont été réorganisés et reclassifiés. Cinq nouveaux postes clefs ont été créés tout spécialement pour ouvrir de nouvelles possibilités aux fonctionnaires nauruans. Tous les postes ont vu augmenter leurs barèmes et ces augmentations varient de 18 livres à 638 livres par an. Le coût annuel de ces augmentations de salaires sera d'environ 46 000 livres. Des renseignements détaillés à cet égard sont contenus dans la deuxième partie de cette déclaration.

La position actuelle se présente de la façon suivante : le nombre de postes dans les services publics a passé de 502 à 566. Le nombre d'Australiens employés dans les services publics a été réduit actuellement à 40; sur ces 40 personnes, 37 sont membres des services publics de Nauru et 3 - le comptable, le comptable-adjoint et le fonctionnaire chargé de la station de radiodiffusion - sont détachés par l'Australie.

Une étape a été franchie en ce qui concerne le développement des services publics de Nauru, grâce à laquelle tous les postes qui peuvent être occupés actuellement par des autochtones, le sont effectivement. Les quarante postes occupés par des Australiens ont un caractère extrêmement spécialisé. Etant donné que les Nauruans font preuve des qualifications nécessaires et de l'expérience indispensable pour occuper ces postes, les fonctionnaires australiens seront bientôt remplacés. Il peut être intéressant pour le Conseil d'entendre l'énumération de ces postes. Dans le domaine de la santé publique, il y a un fonctionnaire médical gouvernemental, une infirmière spécialiste de la tuberculose, un fonctionnaire dentiste et une sage-femme à l'hôpital de Nauru.

M. Marsh

Dans le domaine de l'enseignement, on compte 26 postes de professeurs; sur le plan de l'administration générale, il y a un assistant administratif, un contrôleur interne, un comptable et un comptable-adjoint. Dans le domaine technique, il y a un fonctionnaire pour la formation de la main-d'oeuvre et un fonctionnaire chargé de la station de radiodiffusion. On compte également trois directeurs départementaux australiens, à savoir les directeurs de l'enseignement, de la main-d'oeuvre et de la police. Le recrutement d'un nombre relativement important de professeurs - à savoir 26 sur 40 - a été prévu pour répondre aux aspirations mêmes de la population de Nauru.

M. Marsh

Un certain nombre de Nauruans reçoivent une formation spéciale leur permettant de se qualifier pour des fonctions plus élevées; l'un d'eux a obtenu un diplôme d'ingénieur civil; un étudiant en médecine dentaire a terminé avec succès sa seconde année de dentisterie à l'Université de Queensland; un opérateur-radio poursuit un cours à la Marconi School of Wireless; un étudiant comptable a terminé la seconde année de son cours; il y a également un étudiant qui travaille pour l'obtention d'un diplôme d'économiste à l'Université nationale australienne, et un comptable qui accomplit un stage de formation.

Depuis la dernière réunion du Conseil de tutelle, un certain nombre de fonctionnaires nauruans des services publics ont été nommés à des postes supérieurs d'exécution. M. Gadabu, membre du Conseil de gouvernement local de Nauru et ancien fonctionnaire des affaires administratives et nauruanes, a été nommé chef de bureau dans la fonction publique de Nauru, en tant que secrétaire fonctionnaire. D'autres postes spécialisés, autrefois occupés par des Australiens et maintenant remplis par des Nauruans, sont les postes d'inspecteur du gouvernement, de receveur des postes, de directeur des travaux, de greffier, d'assistante puéricultrice. Cette dernière situation a reçu une nouvelle désignation, celle d'infirmière puéricultrice, afin de se mettre d'accord avec les qualifications de la seule Nauruane capable d'effectuer ce genre de service. Deux nouveaux postes de directeur adjoint des travaux ont été créés au Ministère du travail et des fonctionnaires nauruans y ont été nommés.

Un bureau d'appels disciplinaires a été créé conformément aux dispositions de la Public Service Ordinance. Ce bureau est composé d'un président nommé par le Ministre des territoires, d'un membre nommé par le Commissaire de la fonction publique et d'un fonctionnaire de la fonction publique élu par des fonctionnaires des services publics. Le révérend Itubwa Amram, pasteur nauruan, a été nommé président et le sous-inspecteur de police Daniel a été élu membre par les fonctionnaires. La nomination d'un membre par le Commissaire de la fonction publique aura lieu si la nécessité s'en fait sentir.

En dehors des possibilités offertes par la politique consistant à ouvrir les services publics à des fonctionnaires nauruans, dans la plus large mesure possible, eu égard aux qualifications professionnelles requises, une autre source importante d'emplois a été offerte par les British Phosphate Commissioners. Depuis avril 1963,

les British Phosphate Commissioners ont fait connaître à Nauru tous les postes qu'ils ne se proposaient pas de remplir au moyen d'une promotion ou d'un transfert du personnel déjà à leur service et comprenant quelque 137 Nauruans. Le nombre de Nauruans candidats à ces derniers postes a été peu élevé.

Juste avant de quitter l'Australie, j'ai été informé que le Nauruan dont j'ai parlé plus haut, dans cette déclaration, disant qu'il avait obtenu un diplôme d'ingénieur civil, avait accepté un emploi d'ingénieur civil pour les Phosphate Commissioners. L'administration avait espéré l'employer dans un poste supérieur de la fonction publique et la décision de ce Nauruan d'accepter un emploi avec les British Phosphate Commissioners peut entraîner un certain délai dans le remplacement d'un Australien par un Nauruan dans la fonction publique, mais elle fournira une excellente occasion de faire une expérience professionnelle avec une organisation très efficace.

Des offres d'emploi abondantes, des taux de salaire généreux et des contributions substantielles contribuent au maintien d'un haut niveau de prospérité dans le Territoire. L'accroissement de 50 p. 100 des salaires de base, en 1961-62 dont le Conseil a déjà été informé, et l'élévation substantielle des marges de salaires dans les services publics, dont j'ai déjà parlé, ont remarquablement accru le revenu de la population nauruane. Les demandes en équipement et en main-d'oeuvre de Nauru sont telles maintenant, que le programme courant de logements qui prévoit 20 nouveaux foyers pour la communauté nauruane, n'a été possible que grâce à la combinaison des ressources du Département du travail et du Conseil de gouvernement local de Nauru.

L'Administrateur a créé, en octobre 1963, un Bureau de formation professionnelle et d'emploi composé de représentants du Conseil de gouvernement local de Nauru, de la Nauruan Workers' Organisation, des British Phosphate Commissioners et de l'administration. Ce Bureau conseille l'Administrateur sur le placement le plus avantageux pour l'emploi des Nauruans et des Nauruanes quittant l'école et sur les moyens de fournir une formation spéciale nécessaire pour leur permettre d'acquérir des qualifications professionnelles. Le Bureau doit être d'une aide précieuse pour la pleine efficacité des bourses techniques, des bourses de cadets, des cours commerciaux et d'autres plans permettant la formation de la jeunesse nauruane.

M. Marsh

J'en viens maintenant aux progrès de l'enseignement à Nauru. Je suis heureux de pouvoir dire que les écoles de Aiwo et Yaren ont fusionné en février 1964, permettant ainsi de placer toutes les écoles primaires de l'administration dans un seul système intégré.

Les enfants de travailleurs contractuels des British Phosphate Commissioners comprennent trois types ethniques. N'ayant pas de domicile permanent à Nauru et étant sujets à changements avec chaque recrutement annuel, ces enfants sont envoyés dans une école primaire en vertu du même régime d'enseignement établi pour toutes les autres écoles de Nauru. Grâce à cette organisation, les effets de déracinement d'un changement annuel de population sur le progrès de l'enseignement sont limités aux groupes intéressés et le progrès régulier des autres enfants n'en est pas affecté. Le nombre des enfants chinois d'âge scolaire des Iles Gilbert et Illice doit augmenter grandement cette année, lorsque de nouvelles familles seront logées dans les logements des travailleurs des British Phosphate Commissioners, et une école contenant 16 classes, des dépendances et un personnel enseignant est en voie de construction.

Le même programme est utilisé par chaque groupe, avec certaines différences essentielles dans les programmes traitant des langues vernaculaires, des histoires, etc., au cours des premières années, tant que l'enfant ne parle pas l'anglais de façon suffisamment courante pour pouvoir suivre les classes ordinaires. Dans les grades primaires supérieurs, l'accent est toujours placé sur l'anglais. Le contenu de la plupart des programmes peut se comparer avec ceux que l'on trouve dans les grades primaires victoriens, à l'exception des adaptations locales convenant mieux au milieu dans lequel vivent les enfants de Nauru.

Une étape importante a été franchie au début de l'année scolaire 1964, avec la création du Centre de formation des instituteurs de Nauru. Douze étudiants nauruans sont inscrits à ce centre et suivent un cours de deux années sous la direction d'un instituteur instructeur spécialement engagé dans ce but. A la fin du cours, les étudiants effectueront pendant deux ans un stage d'enseignement sous la direction d'un instructeur, dans des écoles d'administration, après quoi ils recevront un diplôme d'instituteur.

M. Marsh

Depuis la fin de l'année 1962-1963, les conditions d'attribution de bourses à un âge plus élevé ont été modifiées afin de mettre ces bourses à la disposition de tout étudiant nauruan âgé de 17 ans ou moins, qui passe avec succès l'examen dit d'Intermediate Certificate. Le nombre des bourses attribuées chaque année à des étudiants plus jeunes s'est accru de 8 à 10 et, en outre, un nouveau genre de bourses a été créé pour des étudiants recherchant une formation commerciale ou technique. Une bourse de ce genre est à la disposition de tout étudiant nauruan âgé de 16 ans ou moins qui obtient un Junior Technical Certificate et qui satisfait aux exigences du Comité de sélection, prouvant qu'il bénéficiera, sans aucun doute, de la formation donnée, et que les qualifications recherchées bénéficieront à la communauté nauruane.

Toutes ces bourses peuvent être obtenues en Australie et varient chaque année de 650 livres à 350 livres.

M. Marsh

En plus du programme actuel de bourses d'enseignement technique, aux termes duquel les étudiants nauruans peuvent faire leur apprentissage en Australie, un nouveau programme vient d'être approuvé; conformément à ce programme, la formation professionnelle des Nauruans et des habitants des îles Gilbert et Ellice pourra s'effectuer à Nauru. Néanmoins, en raison des difficultés qui surgissent lorsqu'il s'agit de faire reconnaître par les bureaux d'apprentissage et unions de travailleurs la valeur des certificats décernés localement, les étudiants nauruans qui seront considérés comme capables d'en profiter seront encouragés à acquérir leur formation en Australie. Déjà, deux Nauruans suivent des cours professionnels au point de vue de la mécanique automobile.

Le programme de Nauru sera placé sous le contrôle d'un conseil professionnel dans lequel les British Phosphate Commissioners, l'Organisation des travailleurs Nauruans et l'Administration seront représentés. Ce conseil jouira de pouvoirs assez larges et sera en mesure de déterminer les salaires, les conditions du travail et le niveau des études ainsi que d'examiner les candidatures et d'approuver les cours professionnels locaux. Lors de l'inauguration de ce projet, un niveau local de formation sera fixé. Mais le Conseil devra s'efforcer d'élever progressivement les niveaux de l'enseignement ainsi que les capacités des étudiants; il devra aussi veiller à ce que les autochtones puissent disposer des services de formation professionnelle.

Les British Phosphate Commissioners se proposent d'étendre leurs services actuels de formation commerciale en instituant une école d'apprentissage.

Les encouragements donnés aux Nauruans pour qu'ils se forment au monde des affaires sont considérés comme très importants pour réaliser un meilleur équilibre de l'emploi dans les communautés locales et pour améliorer leurs capacités de jouer un rôle plus grand dans la mise en oeuvre de tout projet de réinstallation.

La situation au point de vue des conditions de la santé publique à Nauru continue d'être satisfaisante; des progrès sont effectués dans ce domaine.

En juillet 1963, une étude a été entreprise en ce qui concerne les mesures en vigueur à Nauru pour contrôler et éliminer la tuberculose. Ce travail a été effectué par le Docteur S. C. Wigley, le plus haut spécialiste en tuberculose de toute l'administration du Papua et de la Nouvelle-Guinée. La partie II de ce rapport signale des détails sur les conclusions du Docteur Wigley, détails qui soulignent

M. Marsh

une importante diminution du taux de la maladie dans l'île de Nauru et indiquent que les dispositions prises pour contrôler la maladie se sont révélées efficaces. Le Docteur Wigley a fait des recommandations destinées à renforcer les mesures existantes en vue de l'éradication de cette maladie dans cette île; ces recommandations commencent à être mises en oeuvre.

Le Conseil sait déjà que le Territoire jouit d'excellentes installations sanitaires, parmi lesquelles un hôpital bien équipé, doté de services de diagnostic et d'un nombre de lits répondant à tous les besoins; cet hôpital a également des consultations prénatales et des services d'hygiène de l'enfance.

Les effets que l'importance primordiale accordée à la réinstallation a eus sur toutes les autres questions traitées à Nauru sont peut-être le mieux illustrés par la situation en ce qui concerne l'habitat. Lorsque la réinstallation a semblé une perspective imminente, la question s'est posée de savoir s'il était nécessaire de consacrer de larges sommes à la mise en oeuvre d'un nouveau programme d'habitat, alors que, peut-être, avant même qu'il soit possible de terminer la construction des maisons, l'émigration des Nauruans désirant se réinstaller ailleurs risquait de provoquer une brusque diminution de la demande. En même temps, on pouvait naturellement se demander si des efforts devaient se concentrer sur l'agrandissement de l'espace habitable des maisons existantes, ce qui comporterait un programme réduit de constructions nouvelles. Mais les logements se surpeuplaient et, bien que Nauru dispose en ce moment d'équipement et de main-d'oeuvre en quantité suffisante pour les consacrer aussi rapidement que possible à la construction des services essentiels - parmi lesquels une école nouvelle comprenant seize classes et des logements nouveaux pour les travailleurs engagés et leur famille - maintenant que la question de la réinstallation semble exiger des négociations plus longues, la construction de vingt maisons nouvelles pour les Nauruans a été entamée; ceci a été possible grâce à la coopération entre le département des travaux de l'administration et le Conseil de gouvernement local de Nauru; ces deux organes ont joint leurs ressources et ont ajourné l'exécution de certains de leurs propres programmes de travaux.

M. Marsh

L'année dernière, à la trentième session du Conseil de tutelle, des questions ont été posées en ce qui concerne l'approvisionnement en eau de Nauru. Certaines discussions se sont produites au sujet des conséquences possibles de l'extraction du phosphate sur le régime des pluies et l'approvisionnement en eau. Le Conseil sera heureux d'entendre, j'en suis sûr, que cette question a fait l'objet d'enquêtes très sérieuses et très approfondies; ces enquêtes ont montré que le régime des pluies à Nauru est extrêmement variable et difficile à prévoir; les statistiques révèlent des chutes annuelles de pluie allant de douze pouces à cent quatre-vingt-un pouces. Au cours de la période durant laquelle des statistiques ont été tenues à cet égard, c'est-à-dire une période de près de cinquante années, la moyenne des chutes de pluie s'est avérée d'environ quatre-vingt pouces. Les calculs de la statistique n'ont révélé aucune diminution de la moyenne annuelle des chutes de pluie pendant la période d'extraction du phosphate. Par exemple, de 1931 à 1940, cette moyenne annuelle a été de 74,42 pouces alors que, de 1951 à 1960, cette moyenne fut de 86,89 pouces.

L'extraction des phosphates n'a détourné aucune source traditionnelle nauruane d'approvisionnement en eau : à savoir les puits, les cavités côtières et la lagune de Buada; telles étaient les seules sources d'approvisionnement en eau à l'origine dans cette île. Mais, depuis l'extraction du phosphate, le remplacement des habitations recouvertes de chaume par des maisons ayant des toits capables de faire couler l'eau dans des réservoirs et des citernes a créé dans l'île une source nouvelle et meilleure d'approvisionnement en eau. Les British Phosphate Commissioners ne prennent leur eau à aucun des points d'approvisionnement traditionnels des Nauruans; les puits demeurent exclusivement utilisés par la communauté nauruane; mais, bien qu'ils fournissent de l'eau potable et convenant à des usages domestiques et généraux, ils ont tendance à devenir saumâtres et plus salés par temps de sécheresse.

L'approvisionnement en eau ne crée un problème qu'en période de sécheresse prolongée. L'exercice 1963-1964 a joui de chutes de pluie constantes et abondantes. Des réserves de sept millions de gallons d'eau sont conservées, dans cette île, par les British Phosphate Commissioners, dans de vastes réservoirs; trois réservoirs supplémentaires vont venir s'ajouter et pourront conserver trois autres millions de gallons.

M. Marsh

J'ai déjà mentionné que l'un des points sur lesquels l'accord s'était fait à la conférence du mois de novembre, entre les représentants nauruans et les British Phosphate Commissioners était que la quantité d'eau que le Conseil pourrait tirer des stocks des British Phosphate Commissioners devrait être augmentée et portée à un maximum de 100 000 gallons par semaine.

Quelle que soit la situation lorsque cette question fut examinée la dernière fois par le Conseil de tutelle, et qui était que les Nauruans payaient trente-un shillings les mille gallons d'eau empruntée, sur lesquels cinq shillings étaient le prix fixé par les British Phosphate Commissioners pour la fourniture au Conseil et vingt-six étaient le prix supplémentaire payé par le Conseil pour la distribution, les parties se sont maintenant entendues pour que la fourniture de l'eau au Conseil ne coûte rien à ce Conseil.

Ainsi, la situation au point de vue de l'approvisionnement en eau est la suivante : les activités des British Phosphate Commissioners, non seulement n'affectent pas défavorablement les sources locales naturelles d'approvisionnement en eau, mais rendent possible de fournir de l'eau gratuitement au Conseil de gouvernement local de Nauru aux époques de pénurie d'eau.

En ce qui concerne la fourniture de l'électricité, des progrès sont enregistrés au cours de l'exercice que nous examinons en ce qui concerne l'élargissement du réseau électrique de manière à fournir de l'électricité à un plus grand nombre de maisons nauruannes; l'achèvement du réseau de fils électriques autour de l'île est en vue.

Pour ce qui est de l'administration de la justice, elle devient progressivement la responsabilité des Nauruans. Actuellement, il y a cinq magistrats nauruans; il est rare qu'un non Nauruan se trouve au banc des magistrats soit au tribunal de district, soit au tribunal central; lorsque cela se produit, c'est parce que le greffier a estimé nécessaire d'avoir recours à un magistrat d'outre-mer, afin de compléter les trois membres requis pour constituer le banc du tribunal central.

M. Marsh

Une entreprise coopérative importante du Conseil de gouvernement local de Nauru est la Coopérative des Nauruans. Il est agréable de pouvoir signaler que cette Coopérative fait des progrès.

A côté des activités commerciales de caractère général, la Coopérative a maintenant une boulangerie, une boucherie, une fabrique de Ice cream et une cordonnerie. Une installation plus vaste de réfrigération et de congélation a été construite au cours de l'année et sert d'annexe au magasin No 2 du Conseil de gouvernement local de Nauru, ce qui permet de fournir à la communauté nauruane davantage des produits tels que le beurre, les oeufs, le poisson, la viande, les fruits et légumes frais. Ainsi, la Coopérative sera capable d'emmagasiner n'importe quelle quantité du poisson pêché localement.

Déjà, au cours des dix mois et demi de l'exercice budgétaire actuel, les achats de la Coopérative ont dépassé le montant de l'année précédente et on s'attend à une augmentation de 25 p. 100, résultant des activités de l'année en cours.

M. Marsh

J'ai gardé pour la fin la question importante de la réinstallation.

Le Représentant spécial de l'Australie à la session de 1963 du Conseil de tutelle a donné un compte rendu détaillé des mesures prises pour trouver une location convenant à la réinstallation, jusqu'au stade où le Comité de réinstallation du Conseil de gouvernement local de Nauru, après avoir inspecté l'île Curtis avec le Directeur de la réinstallation des Nauruans, avait informé le Ministre de ce que, en tant que comité, il estimait que soit l'île Curtis, soit l'île Fraser, sur la côte du Queensland, conviendrait à la réinstallation et serait recommandée en conséquence au Conseil de gouvernement local de Nauru.

On se souviendra que la question de la réinstallation des Nauruans a été soulevée par les Nauruans eux-mêmes peu après la deuxième guerre mondiale. Depuis lors, les conseils de gouvernement local de Nauru qui se sont succédé ont souligné l'importance d'un plan de réinstallation, et la question a été étudiée par le Conseil de tutelle.

La première proposition précise touchant la réinstallation des Nauruans a été faite par le Gouvernement australien en 1960, lorsque, après consultation entre les trois Puissances administrantes à l'échelon ministériel, les Nauruans ont été informés qu'ils pourraient se réinstaller en Australie ou dans le territoire métropolitain des autres Puissances administrantes en tant que membres de la communauté existante, jouissant de l'égalité et de la pleine citoyenneté et bénéficiant d'une assistance spéciale en vue de leur établissement dans des foyers et de leur emploi.

Cette offre a été rejetée parce que, bien que généreuse, elle impliquait la dispersion des Nauruans en tant que peuple.

On demanda alors aux Nauruans d'indiquer quel genre de territoire, à leur avis, leur conviendrait le mieux, et ils ont ainsi exposé leurs désiderata :

- 1) Le climat doit être agréable et meilleur que celui de Nauru, de préférence dans les zones tempérées du Pacifique ou à proximité, sans risque de phénomènes naturels comme tremblements de terre, typhons, raz-de-marée, etc.;
- 2) Il devra y avoir de vastes ressources en eau fraîche, toutefois sans risque d'inondations;

M. Marsh

- 3) Il ne devra pas y avoir d'insectes venimeux, de vermine, ni de serpents;
- 4) Il ne devra pas y avoir d'animaux mangeurs d'hommes;
- 5) Les changements de saisons ne devront pas être trop marqués;
- 6) La région devra être vaste;
- 7) Elle devra être fertile, offrant de bonnes possibilités pour l'agriculture et pour les cultures de subsistance et les cultures de rapport;
- 8) Les mers environnantes devront être très poissonneuses;
- 9) Il devra y avoir des ressources minérales;
- 10) Il devra y avoir un bon port ou un ancrage naturel pour permettre l'entrée des bateaux du tonnage que l'on prévoit;
- 11) La région devra être située à proximité de l'Australie, près des marchés potentiels;
- 12) Elle devra se trouver sur une des principales routes maritimes ou y avoir accès aisément.

On a donc commencé à chercher une île qui répondrait à toutes ces conditions. Toutes les îles proches du continent australien ont été considérées, et les administrations du territoire du nord et du Papua et de la Nouvelle-Guinée ont également été priées de prospecter tous les endroits possibles, soit dans les petites îles, soit sur le continent. On a également étudié les possibilités de territoires plus éloignés dans le Pacifique. Lorsque toutes ces enquêtes se sont révélées vaines, les Nauruans ont demandé qu'on leur permette de prospecter des sites qui leur semblaient possibles, et cela leur fut accordé. Le résultat fut que les Nauruans ont indiqué que seules les îles Curtis et Fraser leur conviendraient.

Durant la dernière étape de ces explorations, les Nauruans ont demandé une assistance pour étudier les arrangements politiques possibles en vue de leur réinstallation, car ils estimaient comme des aspects inséparables d'une même question les avantages d'un site et les avantages des arrangements politiques.

Cette assistance leur a été procurée et, après que le Conseil eut étudié les arrangements politiques possibles, une proposition formelle a été faite vers le milieu de 1962 : les Nauruans seraient réinstallés, jouiraient de l'indépendance souveraine et seraient liés à l'Australie par un traité d'amitié du genre de celui

M. Marsh

qui régit les relations entre le Samoa occidental et la Nouvelle Zélande. Comme le Conseil de tutelle en a été informé en 1963, le Gouvernement australien hésitait à accorder aux Nauruans pour leur réinstallation une partie du continent australien ou des îles proches, si la souveraineté devait en revenir aux Nauruans réinstallés.

Au cours de la session de 1963 du Conseil de tutelle, en réponse à une question précise, le Chef suprême a réaffirmé que les Nauruans estimaient nécessaire d'être réinstallés pour que leur avenir soit assuré. A ce propos, je voudrais citer des passages d'un compte rendu d'une séance du Conseil de tutelle lors de sa trentième session :

"M. KIANG (Chine) : ... Le Chef suprême pense-t-il qu'il peut y avoir encore quelque avantage pour la population nauruane à demeurer sur l'île?

"M. de ROBERT (Chef suprême de Nauru) : Je ne pense pas que les Nauruans ou leurs dirigeants reviendront sur la décision fondamentale selon laquelle ils doivent être réinstallés ailleurs. Puis-je en outre me permettre de dire qu'il ne serait pas possible pour nous de rester sur l'île en raison de la cessation de l'exploitation des phosphates? Il y aurait alors impossibilité physique, matérielle, de demeurer dans l'île. J'espère avoir répondu à la question du représentant de la Chine.

"M. KIANG (Chine) : Je suis très heureux que le Chef suprême ait réaffirmé devant le Conseil que les dirigeants nauruans ne reviendraient pas sur la décision déjà prise d'être réinstallés ailleurs? Je crois savoir que le Conseil de tutelle l'avait ainsi compris l'an dernier. Le Chef suprême confirme une fois encore que cette décision ne sera pas modifiée par la population de Nauru. Ai-je raison d'interpréter ainsi sa réponse?

"M. de ROBERT (Chef suprême de Nauru) : Oui, vous avez raison."
(T/PV.1205, p. 62/65 et 66)

Le Gouvernement australien a examiné pour quelles raisons ses offres précédentes de réinstallation avaient été rejetées et a décidé, pour tenir compte des objections soulevées, d'accepter la réinstallation des Nauruans en tant que groupe dans une île. Il a fait procéder à des études dans l'île Curtis et dans l'île Fraser et, après consultation avec le Gouvernement de Queensland, a décidé que

M. Marsh

l'île Curtis offrait des possibilités de réinstallation satisfaisantes, avec un niveau de vie australien. Les deux gouvernements ont estimé que l'île Fraser n'offrait pas de telles perspectives et ne devrait pas être mise à la disposition des Nauruans.

Compte tenu des opinions des Nauruans et du Conseil de tutelle sur la nécessité d'un plan de réinstallation, et du fait que les Nauruans estimaient que l'île Curtis leur conviendrait en tant que nouveau foyer, les grandes lignes d'un programme de réinstallation dans l'île Curtis ont été élaborées et le gouvernement a autorisé l'offre de cette île aux Nauruans. Les points essentiels de cette offre étaient les suivants :

La population nauruane aurait, après approbation du plan par les Nauruans et par le parlement du Commonwealth australien, la pleine citoyenneté australienne, avec le droit d'aller et de venir entre l'île de Nauru et le continent australien.

La population nauruane réinstallée dans l'île Curtis et ses descendants se verraient garantir de façon permanente le pouvoir de diriger les affaires de leur communauté dans l'île Curtis, avec la jouissance des pouvoirs les plus étendus en ce qui concerne la gestion, comme bon leur semblera dans l'intérêt des Nauruans et de leurs descendants, des terres et autres biens qui leur seraient échus aux termes de l'accord de réinstallation des Nauruans, de même que d'autres pouvoirs spéciaux leur permettant de décider du transfert des terres, dans l'île Curtis, à des personnes autres que des Nauruans réinstallés dans l'île Curtis ou leurs descendants et de trancher d'autres questions intéressant plus particulièrement les Nauruans en tant qu'occupants de l'île Curtis.

M. Marsh

c) Le peuple nauruan réinstallé sur l'île Curtis et ses descendants bénéficieront de conditions sociales dans le domaine du logement, de l'enseignement, de la santé, du travail et des salaires, des communications, de l'électricité, de l'approvisionnement en eau, et autres facilités qui, en étendue et en portée, ne seront pas moins favorables que celles dont jouissent les citoyens de Queensland.

d) Le peuple nauruan réinstallé sur l'île Curtis et ses descendants jouiront de possibilités économiques, y compris l'installation d'industries qui pourront leur garantir un niveau de vie comparable à celui des citoyens australiens ayant des activités semblables; ces possibilités économiques seraient offertes à tous les hommes capables et désireux de travailler de même qu'au plus grand nombre possible de femmes; elles permettraient aux habitants d'obtenir le degré nécessaire de spécialisation qui leur assurerait un niveau de vie approprié.

Il convient de noter que le Gouvernement australien n'a pu faire de l'île de Curtis un Etat souverain nauruan indépendant. Sa proposition, cependant, signifiait que les Nauruans pourraient diriger leurs affaires sans ingérence de l'extérieur dans une mesure qui pourrait, à juste titre, être considérée comme répondant aux exigences de l'autonomie. L'île serait constituée en tant que région ayant son gouvernement local distinct; les terres seraient transférées entièrement aux Nauruans qui ne pourraient les aliéner qu'à un autochtone ou à un descendant de Nauruan réinstallé; à moins que le conseil local de gouvernement n'approuve l'aliénation. Les Nauruans pourraient de façon permanente diriger le conseil de gouvernement local grâce au désir des gouvernements de l'Australie et de Queensland d'introduire une disposition légale aux termes de laquelle seule une personne nauruane ou descendant d'un Nauruan réinstallé serait éligible au conseil de gouvernement local. Ces propositions spéciales étaient sans précédent en Australie.

Les diverses modalités du programme de réinstallation proposé ont été présentées à la population et au Conseil de Nauru par le directeur de la réinstallation au cours d'une période d'un mois environ, en 1963.

M. Marsh

La proposition contenait certains éléments importants aux termes desquels notamment les autorités administrantes procureraient tous les crédits nécessaires pour mener à bien le plan complet de la réinstallation. Les Nauruans posséderaient l'île Curtis et toutes facilités leur seraient données en vue de leur réinstallation. Ils gouverneraient l'île, sous une administration distincte, en vertu de la loi sur le gouvernement local de Queensland; ils auraient leurs propres tribunaux pour régler les différends entre Nauruans; après la réinstallation, ils gèreraient eux-mêmes le Landowner's Royalty Investment Fund et les redevances continueraient d'être payées aux propriétaires nauruans, au Naurua Royalty Trust Fund qui aide au financement des opérations du conseil ainsi qu'au Long Term Investment Fund. Chaque famille nauruane, lors de sa réinstallation dans l'île, recevrait immédiatement un logement meublé d'une superficie raisonnable, l'aménagement et le déménagement étant assurés gratuitement.

On a parlé précédemment de l'administration de l'île Curtis en tant que région distincte aux termes de la loi de gouvernement local de Queensland. Cette loi confère des pouvoirs très étendus à l'autorité locale et le conseil sera sans doute intéressé à connaître les dispositions de la Section 30 de la loi relative à ces pouvoirs. Permettez-moi de la citer :

"L'autorité locale sera investie des fonctions de gouvernement local. L'autorité locale sera chargée du gouvernement et du maintien de l'ordre dans toute la région et aura direction sur toute l'administration de ce gouvernement. L'autorité locale aura le pouvoir de promulguer des ordonnances relatives au maintien de l'ordre, à l'habitat, à l'agriculture, à l'enseignement, à la santé, à la bonne moralité, au bien-être, à la sécurité, à l'approvisionnement en denrées alimentaires, au commerce et à l'industrie; elle pourra élaborer des programmes de développement, d'aménagement et d'embellissement de la région, établir des plans généraux de gouvernement de la région et de ses habitants, prévoir la direction, l'administration et le contrôle du monde du travail et des affaires, la mise en vigueur de toutes ordonnances qu'elle pourrait juger nécessaires au bon exercice des fonctions du gouvernement local et de l'administration des pouvoirs et fonctions de l'autorité locale, quel que soit le domaine envisagé, qu'il soit ou non inclus dans les pouvoirs expressément conférés par cette loi à l'autorité locale."

M. Marsh

Outre ces pouvoirs étendus, le plan de réinstallation proposé prévoit l'autonomie financière complète du Conseil.

Un film en couleur et des photographies, en même temps qu'une maquette de l'île Curtis, ont été utilisés pour donner à la population une certaine idée de leur nouvelle patrie et diverses réunions publiques ont été tenues au cours desquelles des questions ont été posées librement. A la fin de cette période, les conseillers ont consulté la population dans les districts et décidé que la proposition était inacceptable parce que les arrangements politiques n'étaient pas satisfaisants. Le Conseil a laissé entendre qu'il préparait des contre-propositions. Plus récemment, on a dit que ces dernières reprendraient dans une certaine mesure les propositions initiales d'Etat souverain après la réinstallation. Dans l'intervalle, en attendant de nouvelles propositions émanant de la communauté nauruane, le Gouvernement australien a étudié la position des personnes habitant dans l'île Curtis par rapport à la sienne propre au cas où, au bout d'un certain temps, les Nauruans voudraient être réinstallés sur l'île Curtis. En consultation avec le Gouvernement de Queensland, le Gouvernement australien a décidé d'acquérir les titres de propriété résidentielle des terres se trouvant à l'extrémité méridionale de l'île afin d'éliminer le problème des gens ayant actuellement des titres de propriété et d'éviter que ne se crée une situation au résultat de laquelle il serait de plus en plus difficile d'acquérir l'île, si cela devenait nécessaire. Le gouvernement s'est également préoccupé de la nécessité de prendre toutes mesures possibles pour démontrer la sincérité de ses propositions de réinstallation. Grâce aux achats préliminaires proposés et aux arrangements conclus avec le Gouvernement de Queensland, l'île Curtis peut certainement être acquise au cours des cinq prochaines années. Cette décision a été communiquée aux Nauruans dans les termes suivants :

"Dans son rapport sur ses discussions avec le Conseil de gouvernement local de Nauru en août-septembre 1963, le Directeur de la réinstallation nauruane a fait savoir que, répondant à une question précise à l'époque où le Conseil a informé l'Administrateur et le Directeur du rejet des propositions de réinstallation, il avait déclaré que l'île Curtis n'était pas écartée d'un plus ample examen et que le Conseil ferait de nouvelles propositions au sujet de la réinstallation.

M. Marsh

"L'île Curtis est actuellement occupée par quelque quarante habitants et des pâturages comprenant des propriétés complètes et des propriétés à bail. Des développements industriels d'une grande magnitude, sont en cours dans la région de Gladstone, de l'autre côté du port de l'île Curtis, et la population risque d'augmenter de façon importante dans cette région. La partie de l'île Curtis connue sous le nom de Southend fait partie de la ville de Gladstone. Dans ces conditions, la disponibilité de l'île Curtis pour la réinstallation des Nauruans serait de plus en plus incertaine, à moins que le Commonwealth lui-même ne prenne immédiatement des mesures pour s'assurer la possibilité d'acquérir le territoire.

"Le gouvernement a donc pris des dispositions avec l'Etat de Queensland afin que, au cas où un accord interviendrait pour la réinstallation dans l'île Curtis, le gouvernement soit immédiatement à même d'honorer son offre aux Nauruans sans courir le risque d'un changement de circonstances dans l'intervalle, qui rendrait la chose difficile et lente ou même impraticable. Comme première mesure, le gouvernement a acquis les titres des propriétés où se trouvent les maisons de Southend ainsi que les pâturages adjacents (connus sous le nom de 'Ocean View') en accord avec le gouvernement de Queensland qui a demandé qu'on ne dispose pas de façon permanente de toute partie de l'île pendant les cinq prochaines années. Le gouvernement pense que le Conseil appréciera le souci de l'Australie de répondre aux désirs du Conseil et la sincérité avec laquelle elle se préoccupe d'assurer l'avenir du peuple nauruan. A cet effet, elle est prête à courir le risque de rencontrer des difficultés et de prendre des mesures en vain au cas où, en définitive, aucun accord de réinstallation dans l'île Curtis ne serait conclu et où l'île serait utilisée à d'autres fins."

Depuis que ces décisions ont été prises, les Nauruans ont fait des propositions pour la création d'un comité à l'effet d'examiner la constitution d'un Conseil législatif destiné à remplacer le Conseil de gouvernement local de Nauru afin de permettre aux Nauruans de se familiariser avec les fonctions législatives et la conduite du gouvernement de sorte que, si les négociations relatives à la réinstallation des Nauruans aboutissaient, un tel conseil serait capable de fournir aux Nauruans le moyen de se gouverner eux-mêmes.

M. Marsh

Il va sans dire que les Nauruans espèrent l'aide de l'Administration pour ce comité et l'on s'attend à ce que les Nauruans soulèvent la question lorsqu'ils se rendront en Australie en juillet pour les discussions prévues.

En attendant, le Gouvernement australien s'associe de tout coeur aux vues de la population nauruane et du Conseil de tutelle selon lesquelles le bien-être futur des Nauruans dépend du succès que l'on obtiendra dans la recherche, pour eux, d'un foyer nouveau et plus grand, où la population croissante pourra être établie et jouir d'un niveau de vie élevé. Il ne négligera aucune occasion de montrer la sincérité de ses intentions et d'encourager la population nauruane à coopérer avec lui dans l'établissement d'un programme mutuellement acceptable. Il croit que, lorsque les Nauruans se rendront compte qu'ils ne peuvent continuer d'exister en tant que peuple que par des dispositions d'ordre politique leur garantissant le droit de diriger leurs propres affaires en un lieu qu'ils possèdent, les Nauruans feront preuve de largeur de vue et accepteront la nouvelle patrie qui leur sera offerte. C'est pourquoi le Gouvernement australien a non seulement commencé l'acquisition de l'île Curtis, mais a demandé à la Commission du logement de Queensland de préparer des plans de logement approprié qui puissent être discutés avec les Nauruans afin que, le moment venu, il n'y ait aucun délai dans le commencement de la construction des habitations qu'ils désirent. Les plans et le premier modèle préparés par la Commission du logement de Queensland ont été publiés peu de jours avant mon départ d'Australie pour venir devant ce Conseil, et je pense que les membres du Conseil pourront trouver quelque intérêt à examiner ces plans ici.

En fait, le modèle se trouve dans cette salle et le Président jugera peut-être bon de le montrer aux membres du Conseil ainsi que les plans qui ont été établis pour trois types de maisons.

Les Nauruans sont un peuple prospère et avancé; les perspectives à court terme peuvent être envisagées avec optimisme et les bénéfices des efforts étendus dont je parlais dans ma déclaration sont maintenant prêts. Par ailleurs, tout cela est largement fondé sur un actif qui peut être perdu ou qui, au contraire, peut être un bénéfice pour eux. Que le rythme de l'extraction soit un peu plus rapide ou un peu plus lent, que l'extraction soit faite en vertu d'un arrangement ou d'un autre, les ressources seront finalement épuisées. Cependant, un avenir permanent

M. Marsh

doit être établi sur quelque chose de stable et qui puisse croître. En attendant, les phosphates, qui s'épuisent inéluctablement, ont permis de procurer aux Nauruans un niveau de vie élevé, un progrès culturel, un niveau d'instruction appréciables; ils ont ouvert l'esprit des Nauruans aux possibilités d'un monde plus vaste et d'une vie plus pleine. Tout cela deviendrait vain; en vérité, tout cela aurait été cruel si, lorsque les phosphates seront finalement épuisés, il y avait dans cette île de huit ou neuf milles carrés une population plus nombreuse - ce qui semble inévitable - qui n'y pourrait trouver sa subsistance ni y exercer les professions qu'elle a acquises ni jouir de la pleine réalisation de ses aspirations. Pour cette raison, je crois que le souci principal qui se trouve dans l'Accord de tutelle de Nauru et que partagent l'Autorité administrante et le Conseil de tutelle est d'assurer les intérêts futurs du peuple nauruan en lui donnant une patrie où il puisse se développer et vivre heureux en tant que peuple.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant spécial de sa déclaration. Je suis certain que les membres du Conseil désireront examiner le modèle et les plans établis pour les Nauruans et qui se trouvent à droite dans cette salle.

Il y a trois orateurs inscrits pour la séance de vendredi après-midi; ils feront leurs déclarations générales sur le territoire sous tutelle des Îles du Pacifique. Je propose que, lorsque cette liste sera épuisée, nous passions aux questions à poser au représentant spécial du territoire sous tutelle de Nauru. Nous verrons ensuite ce que pourra être notre programme de lundi. Nous commencerons en tout cas par entendre d'autres déclarations sur le territoire sous tutelle des Îles du Pacifique.

La prochaine séance aura lieu vendredi à 15 heures.

La séance est levée à 18 h 15.